LES ESPOIRS ET LES RISQUES DU XXI è SIECLE

Dîner-débat avec

Jacques ATTALI

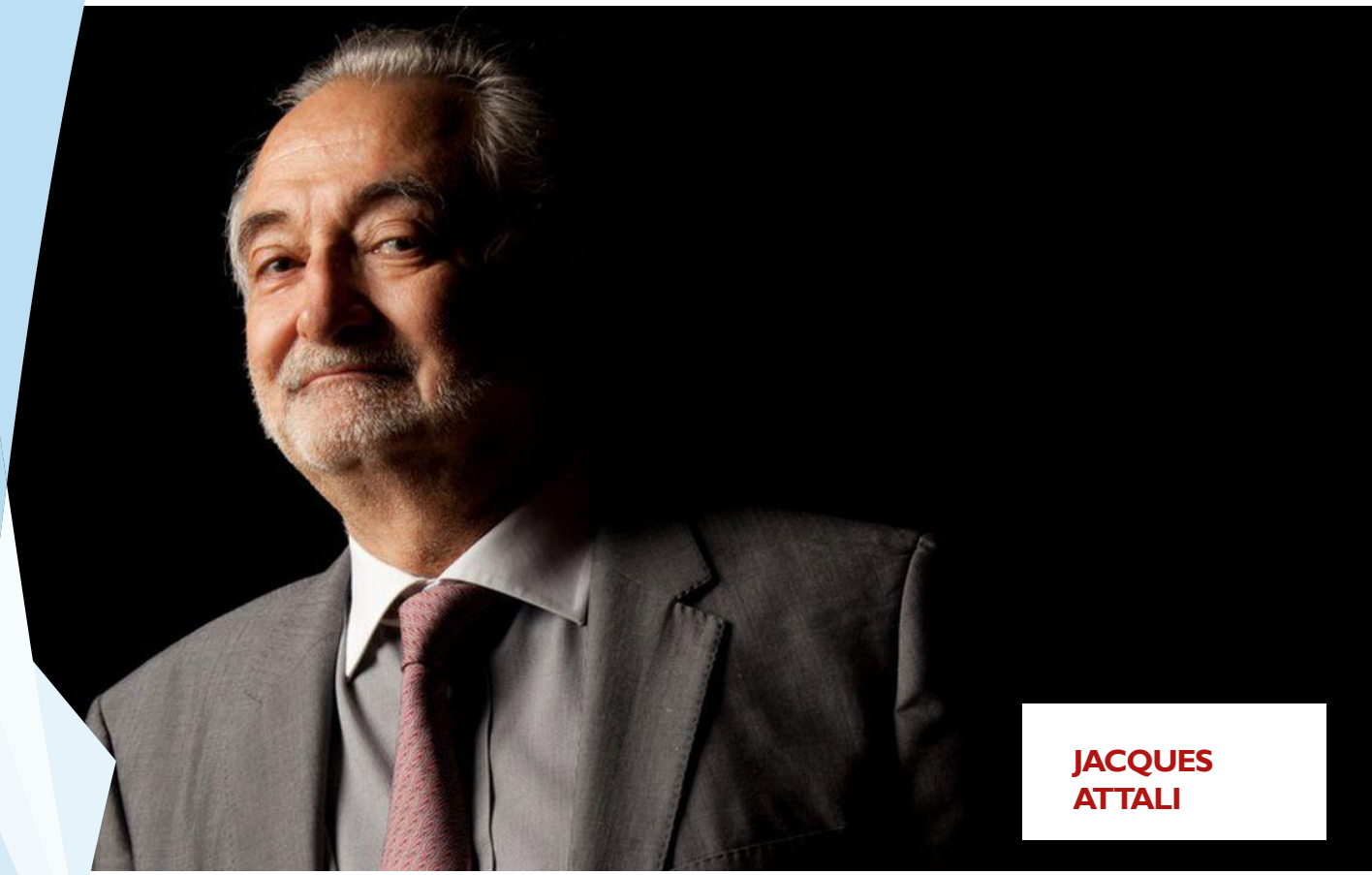
Ancien président de la BERD

STRATEGIES FRANCAISES

Club de réflexion

8 OCTOBRE 1998

NOTRE INVITE



JACQUES ATTALI

PARCOURS

Jacques Attali, né le 1er novembre 1943 à Alger, est un économiste, écrivain et haut fonctionnaire français.

Conseiller d'État, professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine, conseiller spécial de François Mitterrand de 1981 à 1991, puis fondateur et premier président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) en 1991, il a présidé en 2008 la Commission pour la libération de la croissance française. Il dirige actuellement le groupe Positive Planet et le groupe Attali & Associés. Il a publié plus de 80 essais, biographies et romans. Il est également éditorialiste de l'hebdomadaire L'Express et du Journal des Arts.

Jacques Attali et son jumeau Bernard Attali naissent le 1er novembre 1943 à Alger, dans une famille juive d'Algérie. Son père, Simon Attali, est un autodidacte qui réussit dans le commerce de parfumerie à Alger où il s'est marié le 27 janvier 1943 avec Fernande Abécassis qui donnera ensuite naissance le 11 février 1954 à Fabienne.

Source : Wikipédia

LES ETAPES CLES DE SON PARCOURS

1991-1993

Président de la BERD

En 1956, deux ans après le début de la guerre d'Algérie (1954 à 1962), son père décide de venir s'installer avec sa famille à Paris, rue de la Pompe, et y développe la distribution de parfums. Les jumeaux Jacques et Bernard suivent des études au lycée Janson-de-Sailly, dans le 16e arrondissement de Paris, où ils rencontrent, entre autres, Jean-Louis Bianco, Thierry de Montbrial, Laurent Fabius, Charles de Croisset. Ils ont comme professeur de lettres André Fermigier, qui deviendra critique d'art au journal Le Monde.

En juillet 1963, Jacques Attali se classe 43e ex æquo au concours d'entrée de l'École polytechnique (X1963) (major Serge Haroche) et il en sort major en 1965 ce qui lui permet de devenir ingénieur du Corps des mines (1965-1968). Il suit en parallèle la formation de l'Institut d'études politiques de Paris dont il est diplômé en 1967 (section service public). Puis il intègre l'ENA et termine classé 3e de la promotion Robespierre (1968-1970) (major Philippe Lagayette). En 1968, durant sa scolarité à l'ENA, il effectue un stage dans la Nièvre, sous la férule du futur préfet de police de Paris, Pierre Verbrugghe. Il retrouve à cette occasion, comme président du conseil général de la Nièvre, François Mitterrand, qu'il a déjà rencontré trois ans auparavant. En 1970, à sa sortie de l'ENA, âgé de 27 ans, il devient auditeur au Conseil d'État.

Il soutient en 1972 un doctorat d'État en sciences économiques de l'Université Paris-Dauphine, sa thèse s'intitulant La Théorie de l'ordre par le bruit dans la théorie économique (sous la direction d'Alain Cotta) paraît en 1979 (avec Michel Serres, philosophe, dans le jury). En 1972, à vingt-neuf ans, il publie ses deux premiers livres : Analyse économique de la vie politique et Modèles politiques.

Il épouse en 1981 Élisabeth Allain, ancien mannequin, dont il a deux enfants, Jérémie (né en 1981, paysagiste, diplômé de l'ISG) et Bethsabée (commissaire d'exposition).

STRATEGIES FRANCAISES

Club de réflexion

LE CLUB STRATEGIES FRANCAISES

LE CLUB *stratégies françaises*

Le club de réflexion STRATEGIES FRANCAISES, fondé en 1997, cherche à rapprocher la République des citoyens, c'est-à-dire faciliter l'appropriation des sujets de société par les citoyens à l'occasion de rencontres et débats avec les acteurs et les penseurs de notre temps.

L'ambition d'un tel projet s'appuie notamment sur :

- Le choix de recevoir, de dialoguer, de confronter ses idées avec toutes les tendances de la vie politique française voire internationale, sans esprit partisan,
- La passion pour le destin de la France, dans le monde, dans l'Histoire, dans une perspective d'avenir,
- Le goût pour les rencontres inédites et l'échange de convictions.

Ces "stratégies françaises" sont celles des femmes et des hommes que nous rencontrons au fil des dîners-débats, des stratégies tournées vers le monde, vers la transformation de notre société et vers une meilleure vision de notre histoire et de notre avenir.

Le club stratégies françaises est dirigé et animé par Xavier Fos.

Xavier Fos
président de *stratégies françaises*

STRATEGIES FRANCAISES
Club de réflexion

DES DEBATS ET DES RENCONTRES AUTOUR DE 4 THEMES

COMPRENDRE ET METTRE EN PERSPECTIVE LES STRATEGIES FRANCAISES

Depuis 1997, le club de réflexion *stratégies françaises* cherche à comprendre les voies et possibles de la politique française et de ses influences culturelles.

- **Réformes :** comprendre les enjeux, analyser les stratégies, décrypter les possibles.
- **Mondialisation :** face à son mouvement, analyser les évolutions et les conséquences, pour anticiper.
- **Questions de société** : analyser les débats qui animent la société et la transforment.
- **Histoire** : analyser à travers l'Histoire les stratégies individuelles ou collectives, pour comprendre.

STRATEGIES FRANCAISES

Club de réflexion

LES THEMES DE LA RENCONTRE AVEC JACQUES ATTALI

JACQUES ATTALI. JEUDI 8 OCTOBRE - 20 HEURES. 1

Attali veut développer le micro-crédit

JACQUES ATTALI, s'apprête à créer PlaNet Bank, une banque spécialisée dans le micro-crédit par Internet. Le micro-crédit permet de financer des petits projets locaux (artisanat, création d'emplois locaux, activités diverses locales) dans les pays en voie de développement. Dans un premier temps, PlaNet s'intéressera surtout à l'Afrique. La banque, développera quatre axes d'activités : le micro-crédit, une bibliothèque virtuelle sur cette activité, de la formation et un service de rating des organismes qui distribuent sur le terrain ce type de financement. PlaNet Bank aura pour fonction de lever des capitaux permettant de refinancer ces organismes (banques des pauvres sur le modèle de la Gramen Bank, ONG, etc.). Ses fonds propres pourraient atteindre un million d'euros (environ 6,5 millions de francs). ■

LA TRIBUNE, JUIN 1998.

Les syndicats demandent un débat sur le rapport Attali

AUTEUR du rapport « Pour un modèle européen d'enseignement supérieur » remis, mardi 5 mai, à Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale (*Le Monde* du 6 mai), Jacques Attali a débuté une série d'entretiens auprès de la communauté universitaire. Jeudi 7 mai, il devait « plancher » devant le bureau de conférence des présidents d'université. Dimanche 10 mai, il sera attendu par environ quatre cents délégués de l'UNEF-ID réunis en session de formation à Bordeaux.

Les propositions de ce groupe de travail ont suscité des avis contrastés. Seul point commun : la plupart des syndicats demandent l'ouverture d'un débat, voire de « *négociations* », comme le suggère la FEN. Rassurée sur le maintien du système actuel, la conférence des grandes écoles n'en émet pas moins de nombreuses réserves. Son président, Jacques Lévy, directeur de l'Ecole des mines de Paris, conteste le diagnostic sur le « *recrutement socialement déséquilibré* » des écoles : « *Jusqu'à preuve du contraire, les critères scolaires restent les moins mauvais* », précise-t-il. Pour autant, la porte n'est pas fermée sur la diversification du recrutement, la recherche, l'international et la formation continue.

Chez les universitaires en revanche, les critiques sont plus vives. Après celles du SGEN-CFDT (*Le Monde* du 6 mai), le SNEsup conteste « *l'élaboration technocratique* » et « *la logique néo-libérale* » de ce rapport. Il regrette surtout de ne trouver « *aucune proposition sérieuse pour améliorer la condition étudiante et lutter contre toutes les causes de l'échec* ».

La nouvelle architecture du cycle d'études, le « *système 3, 5 ou 8* », suscite aussi des craintes parmi les syndicats d'étudiants. L'UNEF-ID s'inquiète des risques d'« *une mesure antipédagogique qui méconnaît la réalité* ». La Fédération générale des associations générales d'étudiants (FAGE) redoute « *une fausse simplification* » qui « *ne réglera pas le problème de l'échec et de la durée réelle des études trop longues* ». L'UNEF, quant à elle, estime « *urgent de mettre toutes ces questions entre les mains des étudiants* ». Seule l'UNI (proche du RPR) appelle à « *s'opposer vigoureusement à la dislocation* [des] *instruments de formation* ». Selon elle, « *le rapport Attali contient tout ce qu'il faut pour mettre le feu aux poudres* ».

Michel Delberghe

★ Le rapport Attali est accessible dans son intégralité sur le site Internet du *Monde* (www.lemonde.fr).

Le Monde, Mai 98

Horst Koehler nommé officiellement à la présidence de la Berd

L'ALLEMAND HORST KOEHLER a été élu à l'unanimité président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, a annoncé hier dans un communiqué l'institution basée à Londres. Economiste, actuellement président de l'association allemande des Caisses d'épargne, il prendra ses fonctions le 1er septembre. Son mandat est de quatre ans. Il succède au français Jacques de Larosière, qui avait quitté ses fonctions en janvier dernier. Depuis, la présidence de la Berd était restée vacante dans l'attente d'un compromis entre les Quinze sur la présidence de la Banque centrale européenne. ■

La Tribune JUILLET 1998

Jacques Attali a été le premier président - controversé - de la BERD. Il a eu l'idée de sa création avec Hubert Védrine au lendemain de la chute du Mur de Berlin.

Europe

LA CHRONIQUE

Donner un sens à l'Europe

JACQUES ATTALI

● Les élections européennes, en 1999, peuvent bouleverser profondément le paysage politique français et faire émerger l'extrême droite comme sa première force électorale. On imagine le séisme qui s'ensuivrait. Il est encore temps de l'éviter, de faire de ce débat l'occasion d'une réelle prise de conscience des nouveaux enjeux européens.

Si l'on continue au rythme actuel, on ne s'intéressera à ces élections qu'au tout dernier moment. A gauche comme à droite, le débat se concentrera sur le choix des têtes de liste ; chaque parti improvisera une plate-forme vague qui se limitera à une approbation ou à un refus en bloc de l'idée européenne, de l'euro et de ses conséquences. De tous les partis français, le Front national est le seul dont l'opposition sera crédible, puisqu'il sera le seul, avec l'extrême gauche, à ne pas avoir été associé à sa mise en place. Il rassemblera donc un nombre de voix considérable, alors que les autres se diviseront en une multitude de partis de droite et de gauche. Le Front national peut ainsi devenir le premier parti de France. Pour empêcher cela, il est urgent d'entreprendre deux réformes profondes des institutions et des comportements politiques.

– D'abord, réformer le mode de scrutin pour appliquer la proportionnelle par grandes régions, et non plus au niveau national. Grâce à quoi émergerait une conscience régionale d'une taille nécessaire à la conduite des affaires continentales. Et de sortir de la dérisoire rivalité des têtes de liste, pour qui les élections européennes ne sont en général qu'un galop d'essai avant les échéances nationales.

– Ensuite, et surtout, faire élaborer par les partis sociaux-démocrates des 15 pays de l'Union, comme symétriquement par les partis libéraux, des programmes communs européens. Au-delà des vagues plates-formes communes bâclées à la dernière minute, comme lors des élections précédentes, de tels programmes, préparés dès maintenant – et en particulier avant les élections allemandes – permettraient aux électeurs de décider d'un vrai programme de travail pour le futur Parlement européen. Les sujets ne manquent pas – au moins : comment équilibrer politiquement la nouvelle Banque centrale ? Quelle politique de grands travaux ? Quelle politique continentale de l'emploi ? Comment imposer aux administrations nationales l'urgente intégration de l'espace judiciaire ? Comment créer un véritable modèle européen d'enseignement supérieur ? Comment harmoniser par le haut la protection sociale ? Où arrêter l'élargissement ? Que faire de la Turquie ? De la Russie ? Quelle stratégie à l'égard de la mondialisation ? Quel rayonnement culturel sur la planète ?

On pourrait même aller plus loin : chacun des deux groupes de partis pourrait choisir à l'avance, pour appliquer son programme commun, une équipe, qui, s'il obtient la majorité à Strasbourg, constituerait la nouvelle Commission européenne, ce que le Parlement aurait le pouvoir de décider, s'il le voulait bien.

Si deux projets pour l'Europe pouvaient être ainsi définis – et c'est possible, sauf, sans doute, dans les deux camps, avec les Britanniques – les citoyens comprendraient en quoi l'Europe peut améliorer leur vie quotidienne, en quoi elle est le niveau pertinent pour réfléchir à leur avenir, pour donner un sens à leurs ambitions. Et ceux qui n'auraient à opposer à de tels projets que leurs peurs et leurs phobies perdraient leur principal argument : d'autres qu'eux seraient porteurs d'un rêve. ●

27 NOVEMBRE 1997.

La commission Attali envisage une profonde réforme des grandes écoles

Les experts plaident pour une modification du recrutement et un rapprochement avec les universités

Jacques Attali, à qui Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, avait, en juillet, confié une mission d'études sur l'enseignement supérieur, a fait un premier bilan des travaux de sa commission, jeudi 20 novembre. Les grandes écoles, en particulier l'ENA, Polytechnique, les Mines, sont directement visées. M. Attali suggère de diversifier leur recrutement et d'organiser des rapprochements avec les universités.

L'EXCEPTION française des grandes écoles, principal vivier de recrutement et de reproduction des élites, survivra-t-elle à la tempête de réformes provoquée par Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie ? Lorsqu'il était conseiller spécial de Lionel Jospin, ce dernier avait déjà tenté, sans succès, de s'attaquer de front à cette forteresse qui domine le paysage éducatif.

La méthode est cette fois plus subtile. En juillet, M. Allègre a confié à Jacques Attali le soin de réunir une commission d'experts composée d'universitaires et de responsables économiques de divers horizons. Ce choix n'est pas anodin. L'ancien conseiller spécial de François Mitterrand, redevenu conseiller d'Etat, est un pur produit du sérail, sorti major des plus prestigieuses institutions de la République : Polytechnique, l'ENA, les Mines. Ce parcours le prédispose peut-être à faire accepter la nécessaire et inéluctable évolution d'un système décrié.

La mission de ce groupe de travail, définie par le ministre, est de « *proposer des solutions concrètes* » en vue de « *rapprocher les universités et les grandes écoles dans la recherche, l'enseignement, les diplômes et la mobilité des étudiants* ». L'objectif est, en réalité, beaucoup plus vaste. Il s'agit bel et bien, ainsi que l'a précisé M. Attali lors d'un compte rendu d'étape, jeudi 20 novembre, de définir des orientations majeures pour l'enseignement supérieur dans les prochaines années.

A ce titre, le rapport définitif de la commission pourrait servir de base de discussion aux propositions que M. Allègre entend soumettre à ses collègues européens lors d'un colloque à la Sorbonne, au printemps, sur le thème de l'ouverture internationale, du développement des échanges et de l'harmonisation des cycles de formation et des diplômes.

De ses quatre premiers mois de consultations, la commission Attali a dégagé huit pistes de travail ; la trame des principales orientations du rapport final. D'ici là, elles seront enrichies par une discussion ouverte par le biais d'un forum sur Internet. De toute évidence, le président de la commission reprend à son compte les critiques fondamentales formulées à l'égard du système des grandes écoles, formidable machine de reproduction des inégalités sociales, fonctionnant sur le principe du « délit d'initié » réservé à une classe de privilégiés.

Principales cibles, l'Ecole polytechnique et l'Ecole nationale d'administration (ENA) : Jacques Attali suggère de revoir les modalités de recrutement, y compris en instaurant des quotas d'entrée en faveur de certaines catégories d'étudiants issus des filières technologiques ou universitaires. L'éparpillement, la faible taille, l'absence de capacités de recherche et de reconnaissance internationale d'un grand nombre d'écoles d'ingénieurs ou de commerce ne devrait pas, non plus, militer en faveur du *statu quo*. La raison n'est toutefois pas suffisante, selon M. Attali, pour préconiser des fusions ou des intégrations dans le système universitaire dont le risque serait de « *chasser la bonne monnaie pour de la mauvaise* ». En clair, il conviendrait de ne retenir que le meilleur des deux systèmes en multipliant les collaborations et les échanges entre les étudiants, les enseignants et les chercheurs.

SUJETS EXPLOSIFS

Ce principe s'appliquerait, pour l'essentiel, aux formations menant à bac +2 : classes préparatoires et premiers cycles universitaires. La commission propose de corriger l'injustice flagrante qui accorde aux meilleurs élèves, recrutés en « prépas », des taux d'encadrement et des moyens financiers largement supérieurs à ceux des premiers cycles. La nécessité d'une harmonisation entre les deux filières suppose, il est vrai, une profonde révolution des structures et des esprits. Elle pourrait s'accompagner d'une refonte générale des programmes et des formations, moins conçues pour sélectionner des candidats à des concours que pour faciliter leur orientation vers les filières supérieures. La commission propose de lever un autre tabou, en s'interrogeant sur le « *maintien du principe d'uniformité et d'égalité des universités* » ou sur « *la reconnaissance de leurs différences qualitatives* ». Une instance indépendante, à l'image de la Cour des comptes, pourrait être chargée d'évaluer les activités de formation et de recherche. Ses conclusions seraient déterminantes pour fixer le montant des dotations publiques.

En n'hésitant pas à aborder des sujets potentiellement explosifs, M. Attali n'ignore pas que les travaux de la commission qu'il préside risquent fort de connaître le sort réservé à de précédents rapports tout aussi ambitieux. Qu'il s'agisse de la commission Fauroux ou du rapport Laurent sur l'enseignement supérieur, qui avait conduit des milliers d'étudiants dans la rue. Au printemps, M. Allègre a déjà prévu d'ouvrir l'épineux dossier du statut de l'étudiant. Après les élections régionales, le ministre de l'éducation saura, alors, s'il bénéficie d'un climat favorable pour engager le chantier de larénovation de l'enseignement supérieur.

Michel Delberghe

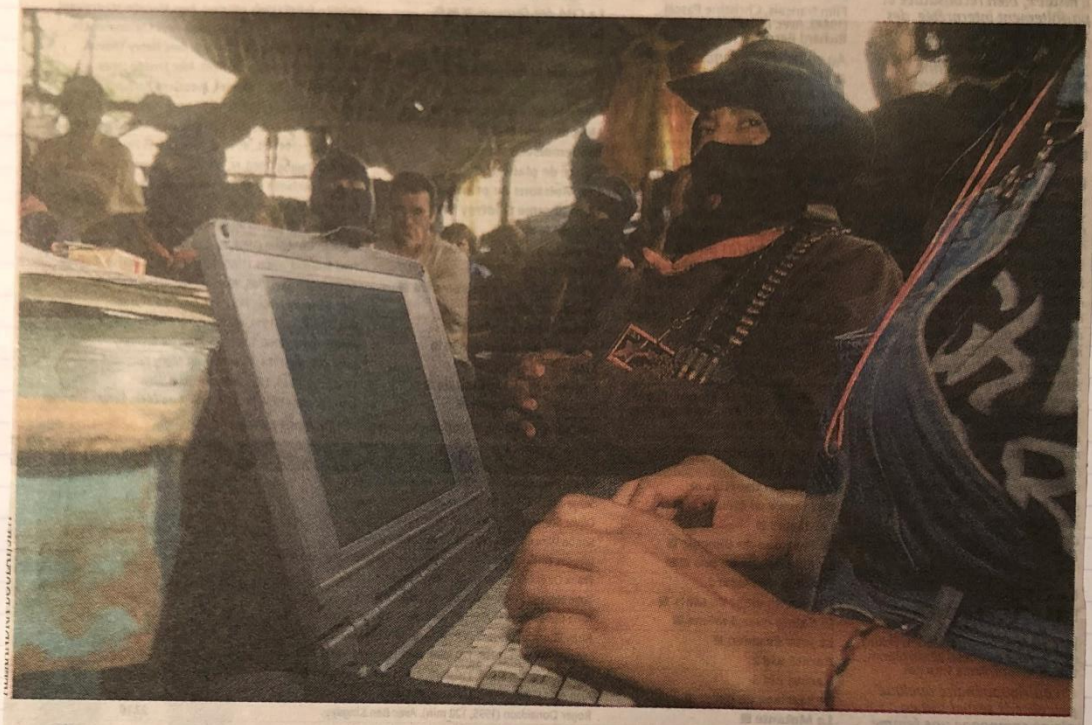
Dix-sept membres, universitaires et patrons

La commission réunie par Jacques Attali est composée d'universitaires et de responsables d'entreprises. Parmi les professeurs : Georges Charpak, Prix Nobel, Axel Kahn, Julia Kristeva, professeur à l'université Paris-VII, Michel Lazdunski, professeur à l'Institut universitaire de France, Nicole Le Douarin, professeur au Collège de France, Christiane Marchello-Nizia, professeur à l'Ecole normale supérieure, René Pellat, professeur à l'Ecole polytechnique, et Alain Touraine, professeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

A leurs côtés siègent Pascal Brandis, PDG de Genset, Serge Feneuille, conseiller du président de Lafarge, Denis Kessler, directeur général d'AXA et vice-président du CNPF, Michel Edouard-Leclerc, président de la société Galec, Colette Lewiner, PDG, Jacques Maillot, PDG de Nouvelles Frontières, Francis Mer, PDG d'Usinor, et Jérome Monod, président du conseil de surveillance de Suez-Lyonnaise des eaux.

4.

Les guérilleros du XXIe siècle



Dès le début du soulèvement au Chiapas, en janvier 1994, les sympathisants zapatistes, locaux et étrangers, ont su utiliser Internet pour briser le monopole de l'information du gouvernement mexicain et toucher directement l'opinion mondiale

San Francisco
Correspondance

EN juillet dernier, des milliers d'internautes du monde entier reçoivent deux messages électroniques envoyés par l'un des nombreux groupes de solidarité avec le mouvement zapatiste de la province du Chiapas, en lutte contre le gouvernement mexicain depuis 1994. Dans le premier, on apprenait qu'« André Aubry et Angelica Inda, responsables des Archives historiques du diocèse *de San Cristobal de Las Casas* (une des principales villes du Chiapas) *ont reçu des menaces, et ont été victimes d'un vol à leur domicile ainsi que d'une tentative de vol aux archives.* » Dans le second, on pouvait lire un texte splendide de l'écrivain portugais José Saramago racontant comment, après un récent massacre, il décida de se rendre au Chiapas pour y évaluer personnellement la situation. Sa conclusion : « *Quand on a été au Chiapas, on n'en sort plus jamais* », une formule littéraire courante pour parler de la magie des forêts et des gens d'Amérique centrale. L'élément nouveau est qu'on n'a plus besoin d'être allé physiquement au Chiapas pour n'en jamais sortir, car le Chiapas est désormais sur Internet.

L'écrivain mexicain Carlos Fuentes fut le premier à parler de « *guérilla du XXIe siècle* ». Avec des intentions toutes différentes, José Angel Gurria, quand il était ministre des affaires étrangères du Mexique, a tourné en dérision cette « *guerre de papier et d'Internet* ». De leur côté, les journalistes européens ont ironisé sur cette « cyberguérilla » et sur le recours à Internet pour diffuser des rumeurs manifestement destinées à renforcer la « *géniale imposture* ». Sympathisants et détracteurs sont néanmoins d'accord sur un point : l'utilisation des nouvelles technologies de l'information par les zapatistes a contribué à donner à leur lutte un impact sans rapport avec les combats effectivement menés sur le terrain. Ils ont établi un précédent, comme le soulignaient dès 1995 les experts de la Rand Corporation, groupe de réflexion proche du gouvernement américain : « *Le Mexique, la nation qui a inventé le prototype de la révolution sociale du XXe siècle, est maintenant la scène d'un prototype de "netwar" [guerre sur réseau] sociale et transnationale du XXIe siècle.* »

Les observateurs critiques restent convaincus que seule l'intervention de militants venus de l'extérieur peut expliquer que les Indiens du Chiapas aient eu l'idée de se tourner vers Internet. Ce n'est pas faux, mais la réalité est plus complexe. Sur tous les continents, les

Radio ▼ Multimédia **Dimanche 23 - Lundi 24 août 1998**

migrations changent de nature et les nouvelles technologies aident les émigrés à rester en contact avec la mère-patrie. On se sert des réseaux informatiques pour s'écrire, se voir, se parler, et même s'envoyer de l'argent. L'usage des réseaux se banalise, et on voit naître dans les pays d'accueil des entreprises spécialisées, créées par les expatriés eux-mêmes.

Le soulèvement zapatiste a été déclenché le 1er janvier 1994, date d'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (Alena), qui avait suscité l'opposition de nombreux syndicats et associations au Canada, au Mexique et aussi aux Etats-Unis. Leurs efforts pour empêcher l'application du traité furent vains, mais la campagne a permis de mettre en place des réseaux militants qui ont appris à utiliser Internet pour coordonner leur action à moindres frais sur de longues distances. Toujours grâce au Net, les informations sur le Mexique étaient de nature à intéresser un public plus vaste qu'auparavant.

A l'origine du mouvement, une petite organisation : la Neta (jeu de mot mexicain évoquant d'une part une mise au féminin d'Internet, et d'autre part ce qui s'est « vraiment passé »). La Neta a vu le jour à Mexico en 1991, conséquence de la rencontre entre un petit groupe d'informaticiens et des responsables d'ONG locales, notamment De mujer a mujer (De femme à femme), connue par la suite pour avoir su mettre en relation des femmes du Chiapas et des organisations féminines de Mexico et des Etats-Unis. Au départ, le système fonctionnait avec une seule ligne téléphonique et un ordinateur emprunté à une autre association. Mais l'essentiel était que, désormais, les ONG n'allaient plus dépendre de copains ayant un accès Internet ici ou là, ni être obligées de se faufiler clandestinement quand l'occasion se présentait. En 1993, la Neta devient membre de l'APC (Association for Progressive Communications, *(« Le Monde TRM » daté 13-14 avril 1997 et 16-17 novembre 1997)*, réseau international géré depuis San Francisco et Rio de Janeiro, qui aide des centaines d'associations « progressistes » à utiliser Internet.

Les premiers messages électroniques partis de San Cristobal de Las Casas datent de janvier 1994, au tout début du soulèvement. Les seuls ordinateurs reliés à Internet dans la région appartenaient aux anthropologues américains, qui sillonnent inlassablement la région depuis des décennies. Les messages furent surtout lus par des universitaires américains et européens, qui étaient à l'époque les principaux utilisateurs du réseau et qui ont servi de relais pour les médias et l'opinion. Dans le même temps, un étudiant américain prenait l'initiative de créer un site Web consacré aux zapatistes, qui est devenu peu à peu le site « quasi officiel » de l'EZLN. *(Lire ci-contre). Comprenant l'importance de ce nouveau média, le « sous-commandant » Marcos, chef historique du mouvement, a vite saisi le parti qu'il pouvait en tirer et sut l'exploiter au maximum.*

CUARTOSCURO/SYGMA

Août 1996, Mexique : rencontre internationale du Chiapas Ci-dessus : le « sous-commandant » Marcos Ci-contre : guérilleros de l'Armée zapatiste de libération nationale

Selon Manuel Castells, dont le livre La Société en réseaux, vient d'être publié en français (Fayard, 1998, 198 francs) *« Internet a permis aux zapatistes de créer un réseau de comités de soutien qui les a aidés à produire un mouvement d'opinion publique internationale, ce qui a littéralement empêché le gouvernement d'utiliser la répression à grande échelle. »* L'économie mexicaine bénéficiait alors de la confiance des pays riches, une denrée éminemment volatile, obtenue en partie par la manipulation de l'information. En faisant circuler leurs propres informations, les zapatistes ont trouvé une arme plus efficace que le fusil. Il est clair que leur réseau a fait circuler, plus ou moins volontairement, un mélange d'histoires alarmistes ou exagérées, voire carrément fausses, comme ce projet de génocide chimique des populations du Chiapas qui aurait été ourdi par le gouvernement mexicain avec l'appui des Etats-Unis. Les communiqués allaient jusqu'à citer le nom d'un village ayant déjà servi de terrain d'expérimentation... Mais au-delà de ces dérapages, le fait essentiel reste que le gouvernement mexicain ne pouvait plus imposer sa version des faits aux médias occidentaux. Les zapatistes sont d'ailleurs convaincus qu'il a tenté plus d'une fois d'interrompre les communications de la Neta. Par ailleurs, on doit noter que le gouvernement mexicain a su contre-attaquer de façon plus constructive, en s'installant à son tour sur le Web : les consulats de New York et de Londres, ainsi que le quotidien gouvernemental *El Nacional,* ont créé leurs propres sites d'information.

La guerre virtuelle entre les zapatistes et leurs adversaires ne connaît pas de trêve. En janvier dernier, le site Web du ministère mexicain des finances avait été élu *« meilleur site gouvernemental d'Amérique latine et des Caraïbes »* par la revue *Latin Trade.* Quelques jours plus tard, il était piraté par des cyberguérilleros agissant au nom des zapatistes. Les annonces officielles furent remplacées par des portraits d'Emiliano Zapata et par des slogans révolutionnaires, dont une inversion « à la Marcos » de la célèbre phrase de George Orwell : *« Nous t'avons à l'œil, Big Brother ! »*

Les zapatistes ont fait école dans le reste de l'Amérique latine, par exemple auprès du mouvement révolutionnaire péruvien Tupac Amaru. De fait, les populations indiennes de l'ensemble du continent, de l'Alaska à la Terre de Feu, sont désormais présentes sur Internet.

Francis Pisani

« Ya Basta ! », sur le Web depuis quatre ans

D.R.

L'ADRESSE du principal site zapatiste sur le Web est EZLN (Ejercito Zapatista de Liberacion Nacional), sigle officiel du mouvement, mais la page d'accueil s'intitule plus simplement « Ya Basta ! » (« ça suffit ! »), traditionnel cri de ralliement des rebelles d'Amérique latine. Elle est ornée de deux drapeaux mexicains, et le fond gris est à l'effigie d'Emiliano Zapata. En dessous, on peut lire des extraits d'un texte poético-politique du « sous-commandant » Marcos, et un poème de Shakespeare. Le reste du site est austère. D'emblée, le visiteur est prévenu que *« le sous-commandant Marcos n'a pas d'adresse électronique directe ».* Les communiqués officiels de l'EZLN sont classés par années. On trouve également une sélection d'articles du quotidien mexicain *La Jornada* et une liste de liens vers d'autres sites pro-zapatistes. Plus loin, on explique aux visiteurs comment ils peuvent aider le mouvement : envoyer des fax aux autorités (les numéros sont fournis), manifester devant les ambassades et consulats du Mexique, et bien sûr envoyer de l'argent.

eznl.org n'est pas à proprement parler un « site officiel ». Il a été créé dès mars 1994 sur un serveur universitaire, alors que le Web existait à peine, par Justin Paulson, étudiant américain alors âgé de vingt ans : *« Je ne sais pas quand les zapatistes l'ont vu, mais ils l'ont aimé. »* Le contact s'est ensuite établi avec le Front zapatiste, la branche politique de l'EZLN, qui l'a autorisé à déposer le nom de domaine « ezln », et qui lui fournit désormais l'essentiel de ses informations. Aujourd'hui, Justin Paulson, qui finit ses études au département d'« histoire de la conscience » de l'université de Santa Cruz (Californie), reste un partisan inconditionnel de l'EZLN : *« Leur lutte est entièrement juste. En outre, ils font l'éloge de la rébellion, mais pas de la lutte armée. »* Justin continue à s'occuper bénévolement du site, avec l'aide de son frère et le soutien d'une douzaine de volontaires, surtout pour les traductions (anglais, portugais, allemand et bientôt français). Il est hébergé par Virtual Site, un serveur commercial de San Francisco, dont le responsable se contente de déclarer : *« Ils sont financés par un généreux bienfaiteur qui souhaite rester anonyme. »* – *F. P.*

ADRESSES

- *Le site EZLN :* www.ezln.org
- *Guide des sites zapatistes :* www.eco.utexas.edu/homepages/faculty/cleaver/zapsincyber.html
- *La Neta :* www.laneta.apc.org
- *APC :* www.apc.org
- *El Nacional :* serpiente.dgsca.unam.mx/serv_hem/nacional/home.html
- *La Jornada :* serpiente.dgsca.unam.mx/jornada/
- *Rand Corporation :* www.rand.org
- *Ambassade du Mexique en Grande Bretagne :* www.demon.co.uk/mexuk/

6.

Jacques Attali va nous présenter son "DICTIONNAIRE DU XXI^e siècle".

Voici quelques idées qui pourraient venir contredire ses "anticipations", ou compléter notre point de vue sur des sujets abordés.

Jacques Attali travaille depuis longtemps sur la méthode de PROSPECTIVE, à partir de tendances historiques qui lui semblent invariantes à travers le temps: L'homme et sa quête de l'éternité, la création artistique comme moyen de parvenir à une forme d'éternité.

Une plongée dans le « monde merveilleux » du XXIe siècle

EN DÉPIT de l'aspect hasardeux de l'entreprise, l'équipe de *Nature* prend le risque d'annoncer les progrès scientifiques, technologiques et médicaux qui ont de bonnes chances de voir le jour d'ici au 1er janvier 2001. Elle a décidé d'être résolument optimiste : la réalité dépasse souvent les prévisions les plus folles. Il convient néanmoins de ne pas prendre l'exercice trop au sérieux.

● **Cybercommunauté.** D'ici à l'an 2001, les écoles auront, en grand nombre, cédé la place au courrier électronique à distance. Dans le même temps, les claviers des ordinateurs auront entièrement été remplacés par des « secrétaires électroniques » vocaux, intelligents, rapides, précis et bon marché. Peu après 2001, l'un de ces assistants électroniques triomphera du fameux test de Turing visant à distinguer un ordinateur d'un être intelligent à partir de ses réponses.

Dans un deuxième temps, la musique et les mathématiques naîtront de l'ordinateur, qui commencera ainsi à empiéter nettement sur les domaines réservés de la créativité humaine. Microsoft commercialisera Windows Eternity, un système d'exploitation en permanence actualisé par le réseau mondial, et qui débitera automatiquement le compte bancaire de l'usager par la même occasion. Les ordinateurs se miniaturiseront toujours davantage, grâce à des composants électroniques de la taille du nanomètre, eux-mêmes constitués de nanotubes de carbone hypercomprimés.

Avant 2010, une bonne partie du monde sera devenue une cybercommunauté d'êtres humains et de machines intelligentes connectés entre eux. Mais les pannes, de plus en plus fréquentes, d'un réseau Internet surchargé, freineront ces progrès incessants des télécommunications mondiales.

● **Bosons et planètes.** Les vols habités dans l'espace subiront des échecs répétés. Le vieillissement de la flotte des navettes américaines, les troubles politiques et l'effondrement du programme spatial russe empêcheront la station internationale d'être opérationnelle. Un voyage de l'homme vers Mars semblera plus improbable que jamais. En revanche, les planètes qui tournent autour d'autres étoiles auront été détectées à partir de la Terre par des télescopes à image directe.

Avant même la mise en service, en 2006, du nouvel accélérateur géant européen au CERN (Laboratoire européen pour la physique des particules), à Genève, les chercheurs auront découvert des signes de l'existence de la plus légère particule de la famille des bosons de Higgs, que l'on croit responsables de l'apparition de la masse. Cette avancée ouvrira un champ nouveau à la physique théorique et rendra possibles pour les décennies à venir des applications technologiques telles que la propulsion sans inertie, en antigravité.

Les premières ondes gravitationnelles issues des cataclysmes qui se produisent dans l'Univers auront été détectées. Une forme d'astronomie entièrement nouvelle naîtra de cette découverte. Nous aurons, par ailleurs, percé en partie le mystère de la matière noire, déterminé sa proportion dans l'Univers, dont on connaîtra enfin le destin ultime : *expansion constante ou big crunch?*

● **Le réchauffement** de la planète se poursuivra. Mais le système imaginé à Kyoto en 1997, qui permet aux pays de commercialiser leurs émissions de dioxyde de carbone, ouvrira une ère nouvelle dans la coopération internationale.

Un chef d'entreprise – pourquoi pas Richard Branson, enfant terrible du business britannique ? – créera une société de remorquage d'icebergs à destination de l'Afrique, touchée par une sécheresse croissante. Ce programme recevra le généreux soutien des Etats-Unis, où l'automobile restera reine. Les îles Maldives seront littéralement remises à flot par un consortium de voyagistes, qui financera la mise sur pilotis des atolls, ainsi surélevés de 3 mètres.

● **Génétique.** Le séquençage du génome humain sera presque terminé. Chacun pourra détenir son identité génétique sur un rectangle de plastique de la taille d'une carte de crédit. Les dérives de l'utilisation possible d'une telle carte entraîneront les mêmes craintes qu'aujourd'hui. On commencera à appliquer la thérapie génique aux déficiences lourdes causées par un seul gène. A Beverly Hills, un chirurgien esthétique aura provoqué du scandale en proposant de modifier, par manipulation génétique sur l'embryon, la couleur des yeux et les traits de l'enfant à naître.

Certains gouvernements auront limité le clonage humain aux utilisations médicales (prothèses et transplants de moelle osseuse). Cette technique ainsi que d'autres nouveautés permettront le traitement des blessures invalidantes de la moelle épinière et des amputations. Mais il faudra attendre 2015 environ pour que ces interventions deviennent la routine. On tentera d'utiliser la culture des cellules indifférenciées du tissu embryonnaire (cellules souches) pour produire des « pièces détachées » humaines.

● **Alimentation.** L'ampleur de la probable épidémie de la maladie de la « vache folle » commencera à se préciser dès 2001. On découvrira peut-être que certains individus sont génétiquement prédisposés à développer la maladie. En l'an 2000, la Commission européenne s'apprêtera à interdire la viande rouge et la volaille, potentiellement porteuses, respectivement, des maladies à prion et de la grippe. Elle changera d'avis après des manifestations violentes de fermiers européens à Bruxelles. Faute de pouvoir interdire la viande, la Commission publiera pour tous les produits alimentaires des taux de consommation recommandés, adaptés à chaque style de vie. Cela provoquera un engouement pour les « produits sains », suivi d'un formidable retour en force de la bonne cuisine, de la viande rouge, des boissons alcoolisées et des pâtisseries à la crème. Mais on saura alors maîtriser l'obésité grâce aux médicaments ou aux manipulations génétiques.

● **Santé.** Il n'y aura toujours pas de remède au rhume.

Henry Gee,
avec les anticipations
de Stephen Battersby,
Declan Butler, Harriet Coles,
David Dickson,
Helen Phillips,
Christopher Surridge
et Tim Lincoln

STRATEGIES FRANCAISES

7.

JACQUES ATTALI est en train de créer Pla Net Bank, une banque spécialisée dans le micro-crédit par Internet. Cette banque va s'intéresser d'abord à l'Afrique. Le micro-crédit est-il l'avenir du développement pour ces pays ? L'exemple de la GRAMEN BANK en INDE est une grande réussite.

INFORMATIQUE

Le Monde 23 JUIN 1998

Les banques françaises unifient leur stratégie de paiement sur Internet

L'HEURE de l'armistice a sonné. Les banques françaises viennent d'annoncer une unification de leur stratégie en matière de solution technique pour sécuriser les paiements sur Internet. Jusqu'à ce jour, deux systèmes s'affrontaient. La BNP, le Crédit lyonnais et la Société générale soutenaient le projet e-Comm. Les réseaux mutualistes, le CIC et Europay développaient la Cybercard, basée sur la norme C-SET. L'une des propositions du rapport remis par Francis Lorentz au gouvernement le 7 janvier estimait que « *les expérimentations en cours en France – C-SET et e-Comm – devraient converger vers une solution unique* ».

C'est chose faite avec la signature d'un protocole d'accord. Cette fusion doit se concrétiser par la création de la « société nouvelle e-Comm » par « *l'ensemble des acteurs bancaires français* », selon Yves Randoux, administrateur du Groupement cartes bancaires, qui indique que France Télécom et Gemplus se joindront à cet ensemble. Le plan d'action de la nouvelle entité comprend la sortie d'un prototype du nouveau système à la fin de l'année et un lancement opérationnel en mars 1999. L'équipe qui a travaillé sur la convergence va poursuivre ses travaux et constitue le cœur de la nouvelle société e-Comm.

La solution retenue est fondée sur l'association d'un lecteur de carte à puce et d'un équipement d'accès à Internet, tel que le micro-ordinateur. L'adoption du protocole SET (*secure electronic transaction*), adopté par Visa, Europay et Mastercard, doit donner une dimension internationale au dispositif. Pour l'utilisateur, le système fonctionne grâce à l'introduction de la carte à puce dans le « lecteur sécurisé » et à la composition du code secret. Le principe est identique à celui d'un achat par carte à puce chez un commerçant réel. Il évite, en particulier, l'envoi du numéro de la carte bancaire sur Internet, l'acte qui fait hésiter des internautes par crainte de piratage et qui freine ainsi le développement du commerce électronique.

Kleline, filiale de la Compagnie bancaire et de LVMH, a tenté de régler ce problème dès 1996 en lançant un porte-monnaie virtuel (*Le Monde* du 26 septembre 1996) avec quatorze commerçants pionniers. A l'annonce de la création de la nouvelle société e-Comm, Abdallah Hitti, directeur général de Kleline, s'écrie : « *Nous sommes copiés !* » Il souligne les limites de l'annonce : « *Aucune gestion des devises ne semble prévue et le problème des micropaiements ne sera pas résolu avant dix-huit mois.* » Or c'est le règlement des petites sommes qui constitue la spécialité de Kleline. Une fois créé, le porte-monnaie contenu dans la Klebox, protégé par un mot de passe, est alimenté directement à partir du compte bancaire de l'internaute.

6 A 7 FRANCS PAR TRANSACTION

Aujourd'hui, selon M. Hitti, Kleline disposerait de cent quarante mille comptes clients de cent cinquante-trois marchands répartis dans vingt-trois galeries commerciales. Environ mille entreprises seraient en cours d'installation du système. Ce dernier devrait rapporter 8 millions de francs à Kleline en 1998. L'entreprise perçoit 3 % des sommes traitées avec Klebox. D'où un volume d'échanges commerciaux de 266 millions de francs qui devrait (*Le Monde* du 26 septembre 1996) avec quatorze commerçants pionniers. A l'annonce de la création de la nouvelle société e-Comm, Abdallah Hitti, directeur général de Kleline, s'écrie : « *Nous sommes copiés !* » Il souligne les limites de l'annonce : « *Aucune gestion des devises ne semble prévue et le problème des micropaiements ne sera pas résolu avant dix-huit mois.* » Or c'est le règlement des petites sommes qui constitue la spécialité de Kleline. Une fois créé, le porte-monnaie contenu dans la Klebox, protégé par un mot de passe, est alimenté directement à partir du compte bancaire de l'internaute.

6 A 7 FRANCS PAR TRANSACTION

Aujourd'hui, selon M. Hitti, Kleline disposerait de cent quarante mille comptes clients de cent cinquante-trois marchands répartis dans vingt-trois galeries commerciales. Environ mille entreprises seraient en cours d'installation du système. Ce dernier devrait rapporter 8 millions de francs à Kleline en 1998. L'entreprise perçoit 3 % des sommes traitées avec Klebox. D'où un volume d'échanges commerciaux de 266 millions de francs qui devrait

Kleline se situe entre 6 et 7 francs par transaction tandis que la valeur moyenne des règlements par carte bancaire, également gérés par la Klebox, atteint les 400 francs.

Les résultats enregistrés par Kleline après dix-huit mois d'activité – le service ne s'est réellement ouvert début 1997 –, s'ils restent modestes, témoignent d'un réel démarrage du commerce électronique sur Internet. La complexité du système de la Klebox, malgré quelques améliorations, reste un obstacle à son développement. Le procédé demande une installation fastidieuse sur l'ordinateur dès l'utilisateur. La nouvelle initiative e-Comm apporte une simplification du processus de paiement grâce au recours au lecteur de carte à puce.

Le 22 juin, Kleline devait annoncer une nouvelle version de son système. « *Nous adoptons SET pour certifier notre Klebox* », explique M. Hitti. D'un côté, pour la France, le porte-monnaie virtuel de Kleline pourra être alimenté par la carte à puce d'e-Comm. D'un autre, les paiements à l'étranger s'appuieront sur le protocole SET. De quoi garantir le développement de la Klebox en dehors des frontières, une caractéristique vitale sur Internet. Selon M. Hitti, tous les marchands européens pourront utiliser le nouveau système sans problème et « *l'offre Kleline sera étendue à vingt-trois pays hors Europe* ». De plus, la Klebox, qui fonctionne sur le principe du pré-paiement – le porte-monnaie est alimenté avant que les achats ne soient effectués –, acceptera les post-paiements dès la rentrée. Une façon de couper l'herbe sous le pied d'e-Comm, qui doit proposer cette option.

Enfin, le nouveau système devrait s'affranchir de l'installation d'un logiciel sur l'ordinateur. Kleline s'est tournée vers Microsoft et son logiciel MS Wallet, déjà choisi par un autre pionnier du commerce sur Internet, CyberCash. Le logiciel Wallet propose une solution pour les paiements d'un montant compris entre 25 cents et 10 dollars. Le système semble proche de celui de la Klebox. Cette dernière devrait lui être intégrée. Abdallah Hitti se félicite du lancement de son système rénové et présente sa nouvelle offre comme « *la première plate-forme française compatible e-Comm* ».

Michel Alberganti

Les ingénieurs et le rapport Attali

Gilbert Rutman
PRÉSIDENT DU CNISF, CONSEIL NATIONAL DES INGÉNIEURS ET DES SCIENTIFIQUES DE FRANCE

22 JUIN 98

Après les avis émis sur le rapport de la commission Attali par certaines écoles d'ingénieurs et universités, il nous a semblé logique de donner l'avis de ceux qui sont en fait le résultat final des formations concernées, à savoir en particulier les ingénieurs. Le Conseil national des ingénieurs et des scientifiques de France (CNISF) – fédération des ingénieurs de toutes formations en France – a donc étudié ce rapport Attali en se plaçant au strict point de vue de l'ingénieur.

Disons tout net que si nous ne partageons pas toutes les idées développées, si nous nous inquiétons des dérives que certaines peuvent entraîner, nous rejoignons complètement les auteurs en souhaitant que ce rapport ne soit pas relégué, comme tant d'autres, sur une quelconque étagère. A l'inverse, toutefois, nous ne pourrions accepter que, face aux obstacles que soulève le rapport, des décrets, éventuellement en contradiction avec ses conclusions comme la rumeur en circule, ne soient pris sans concertation. Cela serait parfaitement contraire à l'esprit qui était à l'origine même de l'étude.

Enseignement supérieur de masse. Le premier mérite du rapport est sans doute de tenter de faire un pas vers l'organisation d'un enseignement supérieur de masse, sans, il est vrai, le dire très explicitement (les experts de l'OCDE préfèrent parler de l'enseignement tertiaire, ce qui n'est pas neutre). Il est peu pensable, en effet, que nos structures d'études héritées des années 60 soient réellement adaptées à un système qui reçoit aujourd'hui 50 % d'une classe d'âge. L'idée de la création d'un niveau d'études à trois ans s'inscrit dans cette aspiration : elle permet de proposer un accès au monde du travail à un niveau réaliste, et de prendre en compte l'absence de valeur marchande du Deug et le taux de poursuite d'études des DUT. Par contre, en dehors de l'école Polytechnique, on peut remarquer que le rapport évite d'évoquer, même en une ligne, la moindre école d'ingénieurs, et fait en quelque sorte passer à la trappe l'école Centrale, l'école des Mines ou l'école des Ponts, les INP, les Insa ou l'école des Arts & Métiers, un ensemble d'établissements qui fournit 80 % des cadres techniques de nos entreprises pour leur satisfaction générale.

Trois grandes orientations sont mises en avant :

– Une échelle de progression nouvelle en 3 ans, 5 ans, 8 ans, fait son apparition. C'est avant tout, pour nous, une ouverture européenne fondamentale. C'est aussi l'introduction, notamment pour les universitaires, d'un premier niveau adapté au marché du travail. Cette option ne remet pas en cause l'organisation des études d'ingénieurs ; la confirmation d'un niveau bac + 5 est même plutôt une bonne chose après les annonces d'un passage forcé vers les quatre années.

– Une structuration de l'appareil de formation de niveau supérieur est proposée sous forme de pôle régional dans lequel les grandes écoles seraient appelées à jouer un rôle privilégié. C'est certainement plus de nature à satisfaire celles-ci que les facultés concernées !

– Enfin, apparaît la nécessité d'une évaluation fine systématique et publique. Il est même précisé, ce qui est important à nos yeux, qu'elle se fera en étroite liaison avec la Commission des titres, pièce maîtresse de notre système d'écoles d'ingénieurs. Comment pourrait-on s'insurger contre cette évaluation qui est le seul moyen d'éviter les rentes de situation ?

En revanche, on peut s'étonner que le rapport se contente de proposer une croissance de l'autonomie des établissements. Il se refuse à imaginer un dégagement fort de la puissance publique pour une responsabilité pleine et entière aux institutions dans la définition de leurs cursus et leurs diplômes comme cela commence à se dessiner dans les autres pays d'Europe (Royaume-Uni, Suède, Pays-Bas...).

> « En dehors de Polytechnique, le rapport évite d'évoquer, même en une ligne, la moindre école d'ingénieurs. »

On peut s'inquiéter de quelques points relevés au fil de la rédaction. Exemple, et non des moindres : si on ne peut s'offusquer que les classes préparatoires puissent trouver place dans l'enseignement supérieur, on peut s'inquiéter des conditions d'un tel passage : mal préparé, il conduirait à l'étouffement des écoles d'ingénieurs ou à leur nivellement par le bas, ce que personne ne peut souhaiter.

Faisabilité. Il faut enfin évoquer la question du biais social du recrutement dont il est fait largement état. Il est clair que dans ce domaine les écoles se trouvent en bout de chaîne d'un processus qui part au moins du lycée ou du collège (pour ne pas aller aux écoles maternelles, ce que suggère M. Attali). C'est incontestablement un problème qui relève sans doute d'une approche « sociétale » globale. Il reste à démontrer que la formule suggérée des admissions latérales sur dossier est réellement plus adaptée que les concours. Par ailleurs, si le schéma proposé avec un premier réseau de sortie à bac + 3 s'inscrit bien dans la préoccupation d'organiser un enseignement supérieur de masse, il laisse totalement de côté le problème d'un enseignement tertiaire (au sens OCDE) hors universités. Or, c'est bien le problème à résoudre dans un contexte de limitation des ressources. A titre d'exemple, les universités nord-américaines de recherche qui nous fascinent tant ne sont que la pointe de 2.000 institutions d'enseignement supérieur dont la majorité ne délivrent pas de diplômes gradués.

En d'autres termes, on peut féliciter les membres de la commission pour ce rapport riche, bien documenté, bien pensé. Par contre, on peut s'inquiéter d'un certain nombre de points dont les modalités d'application, ou même la faisabilité, ne sont pas abordées. On peut s'interroger sur d'autres points, peut-être les plus novateurs, qui supposent des montagnes d'immobilisme à déplacer. On peut enfin s'interroger sur le lancement d'une réforme majeure, rapide, durable de l'enseignement supérieur comme le souhaitent les auteurs, alors qu'ils précisent eux-mêmes que ces réformes ne pourront être réalisées à budget constant.

Jacques Attali, ancien président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

« Nous aurions intérêt à entreprendre des réformes avant une guerre mondiale plutôt qu'après ! »

« Jacques Chirac, Bill Clinton, Tony Blair, Jacques Delors et d'autres encore proposent de réformer le système monétaire international. Pourquoi cet intérêt universel ?

– Il n'est pas nouveau. L'idée d'un serpent monétaire mondial est défendue par la France depuis longtemps. En 1984, j'ai développé cette solution devant le Congrès des Etats-Unis.

» Je rappelle que des projets encore plus audacieux avaient failli se réaliser : le président américain Jimmy Carter voulait une « *négociation globale* » pour placer le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale sous la tutelle de l'Organisation des Nations unies (ONU). S'il avait été réélu en 1980, il aurait pu compter sur l'appui du Français Mitterrand, de l'Allemand Schmidt et des Suédois pour mettre en œuvre cette réforme qui aurait transformé le Conseil de sécurité des Nations unies en conseil de sécurité économique. C'eût été une révolution.

– En quoi le système monétaire mondial est-il bancal ?

– Les dernières crises asiatique et russe ont confirmé que le FMI n'était pas à la hauteur d'un marché surpuissant. L'un et l'autre ne sont pas à la même échelle : le total des transactions monétaires mondiales dépasse les 1 000 milliards de dollars par jour, c'est-à-dire plus que la somme des réserves des banques centrales de la planète, alors que le FMI pourrait, au mieux, mobiliser 30 milliards si la crise gagnait l'Amérique latine.

» Autre anomalie, les prêts que font le FMI et la Banque mondiale à des pays émergents aboutissent dans des caisses opaques que personne ne peut contrôler. Seul un organe supranational pourrait vérifier, par exemple, la réalité de la collecte fiscale et limiter les emprunts en devises, les mouvements de capitaux à court terme lorsqu'ils sont excessifs.

– Êtes-vous partisan d'appliquer la proposition de James Tobin de taxer les mouvements erratiques de capitaux ?

– Au taux de un pour mille, une telle taxe rapporterait de quoi doubler le revenu du milliard de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour !

» Mais il existe un autre type de projets à promouvoir : la seule façon d'assurer la croissance mondiale est de redonner confiance dans l'avenir, en bâtissant des projets à très long terme de cinquante à cent ans en faveur des pays pauvres.

» Ces projets – nécessairement transfrontaliers – concerneraient des domaines fondamentaux pour l'humanité, comme l'eau ou les déchets nucléaires. Une taxe d'un centième d'euro par kilowattheure nucléaire rapporterait 25 milliards d'euros par an.

» De plus, on ne peut continuer à donner à croire que notre planète ne peut progresser qu'en laissant se creuser l'écart entre les riches et les pauvres. Il faut une forme de redistribution, un revenu minimal, des microcrédits pour que ne s'aggrave pas une situation qui réserve à une centaine de personnes une fortune correspondant au produit intérieur brut de la Chine. Faute de quoi nous irons vers la guerre civile : dans notre village planétaire, les gens des bas quartiers viendront mettre à sac les beaux quartiers et le terrorisme de la misère s'ajoutera à celui de la haine.

– Est-ce que cela suppose de supprimer les institutions existantes ?

– Non. Les institutions actuelles doivent être conservées, mais il faut les renforcer en leur conférant une légitimité supranationale, ce que j'appelle un « *gouvernement-monde* ». Il faudrait, pour cela, fusionner progressivement le comité intérimaire du FMI, le G 7 et le Conseil de sécurité et confier le produit des taxes mondiales dont je parlais au FMI. On peut alors espérer, au niveau mondial, la même évolution que dans l'Union européenne, où le conseil des ministres s'est affirmé comme instance de décision.

– Cet embryon de gouvernement mondial n'est-il pas utopique ?

– Aucune des grandes puissances, à commencer par les Etats-Unis, ne veut entendre parler d'institutions réellement supranationales, parce qu'elles remettraient en cause la souveraineté virtuelle des pauvres et l'impérium très réel des riches.

» Il n'existe même pas de lieu légitime pour lancer un débat sur ce sujet : le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas la compétence économique requise ; le FMI ne saurait discuter des conditions de sa propre disparition ; le G 7 ne s'ouvrira pas aisément aux Chinois et aux Indiens, sans lesquels ces réformes ne feraient que renforcer le pouvoir des pays les plus riches.

» Il n'existe donc pas de solution, à moins que quelqu'un ose mettre sur la table un tel projet. La France se grandirait en prenant l'initiative – au-delà de ce qu'elle vient de proposer – de convier, à Paris, les membres du Conseil de sécurité et du comité intérimaire du FMI afin de discuter, article par article, les projets de traités organisant de telles réformes et leur garantissant une esquisse de démocratie. L'expérience montre que, après quelques grincements et quelques querelles de préséance, tous viendront, pour ne pas laisser l'Histoire se faire sans eux.

> « Personne ne veut entendre parler d'institutions réellement supranationales, parce qu'elles remettraient en cause la souveraineté virtuelle des pauvres et l'impérium très réel des riches »

– Vos projets de taxes mondiales ne sont-ils pas encore plus utopiques que vos projets institutionnels ?

– Evidemment, je ne pense pas qu'on créera ces taxes demain matin ! Regardez le temps qu'il a fallu pour instituer un revenu minimum : plus de deux siècles se sont écoulés entre la première loi britannique adoptée à ce sujet en 1760 et nos RMI.

– La difficulté sera de faire payer ces impôts à l'ensemble du monde !

– Il faudra décréter que les pays réfractaires aux prélèvements fiscaux décidés à l'échelle mondiale perdront le droit de siéger dans les instances politiques et économiques planétaires.

– Que faites-vous d'un bateau naviguant hors des eaux territoriales et servant de zone totalement franche grâce à Internet ?

– Un bateau ou les îles Vierges peuvent, c'est vrai, servir de paradis fiscal. Il sera donc nécessaire de mettre en place, là encore, une coercition que seule une autorité politique supranationale aura la légitimité d'exercer. Internet exigera des normes spécifiques.

– Etes-vous optimiste sur la possibilité de faire progresser cette supranationalité dès cet automne ?

– Non, car les esprits n'y sont pas prêts. Si l'urgence de la crise était trop forte, les responsables pareront au plus pressé et ne résoudront rien au fond. A l'opposé, si les soubresauts asiatiques ou russes leur donnaient l'impression de s'apaiser, ils se rendormiront. Si la situation reste à mi-chemin de ces deux extrêmes, elle deviendra propice à l'ouverture de ce chantier gigantesque.

» Nous aurions intérêt, à la différence de ce qui s'est passé pour le système de Bretton Woods, à entreprendre ces réformes avant une guerre mondiale plutôt qu'après ! »

Propos recueillis par Alain Faujas

Jacques Attali est actuellement président de A et A Conseil.

JACQUES
ATTALI
© John Foley/ Opale
JACQUES ATTALI
DICTIONNAIRE du XXIe siècle
Fayard
JACQUES ATTALI
DICTIONNAIRE du XXIe siècle
Fayard
352 pages
130 F
Le livre qui parle de votre avenir.
FAYARD

STRATEGIES FRANCAISES

Club de réflexion

PORTFOLIO

STRATEGIES FRANCAISES

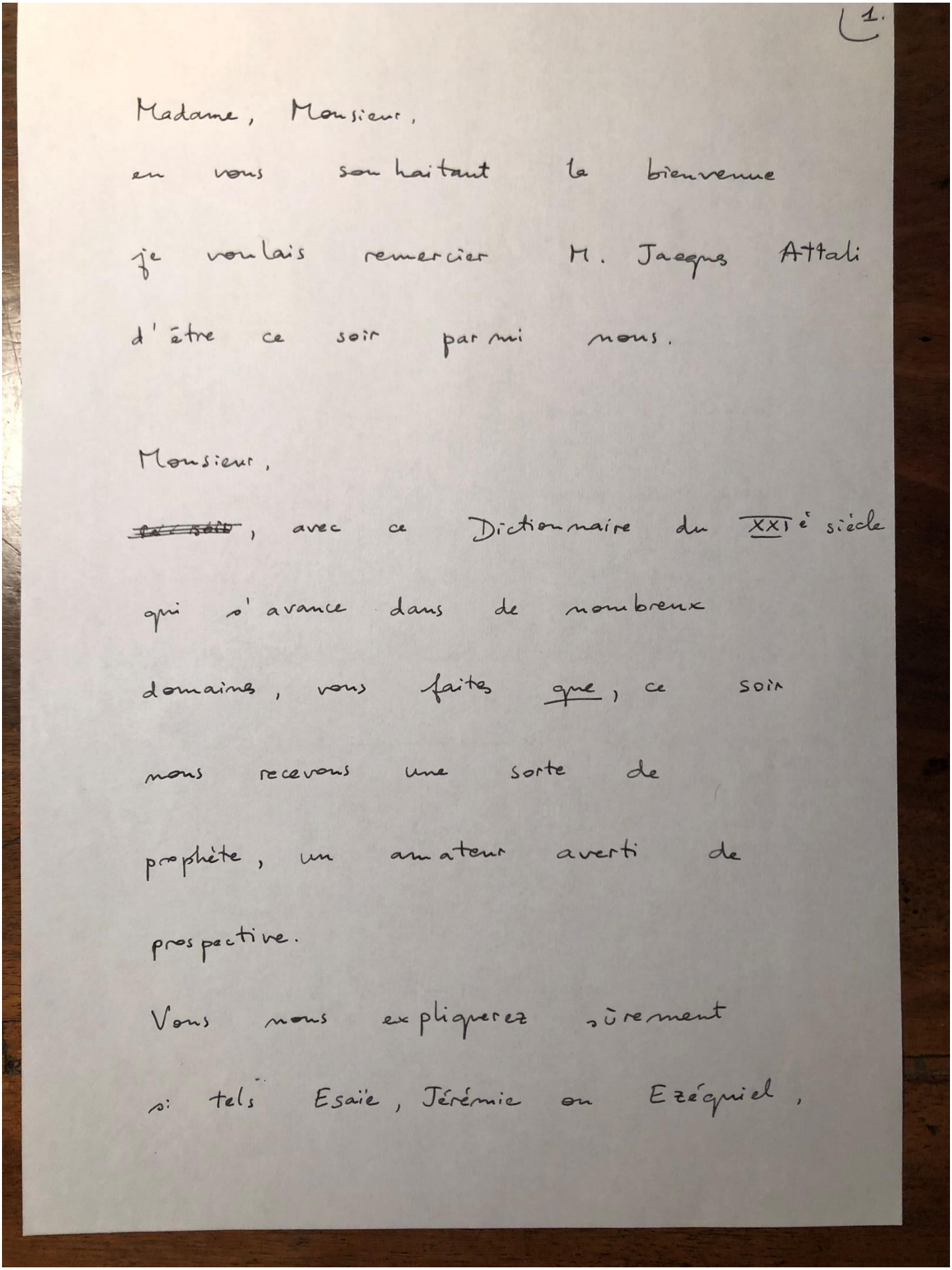
STRATEGIES FRANCAISES

STRATEGIES FRANCAISES

STRATEGIES FRANCAISES

Club de réflexion

MOT D'ACCUEIL



1.

Madame, Monsieur,

en vous souhaitant la bienvenue

je voulais remercier M. Jacques Attali

d'être ce soir parmi nous.

Monsieur,

~~Excusez~~, avec ce Dictionnaire du XXIe siècle

qui s'avance dans de nombreux

domaines, vous faites que, ce soir

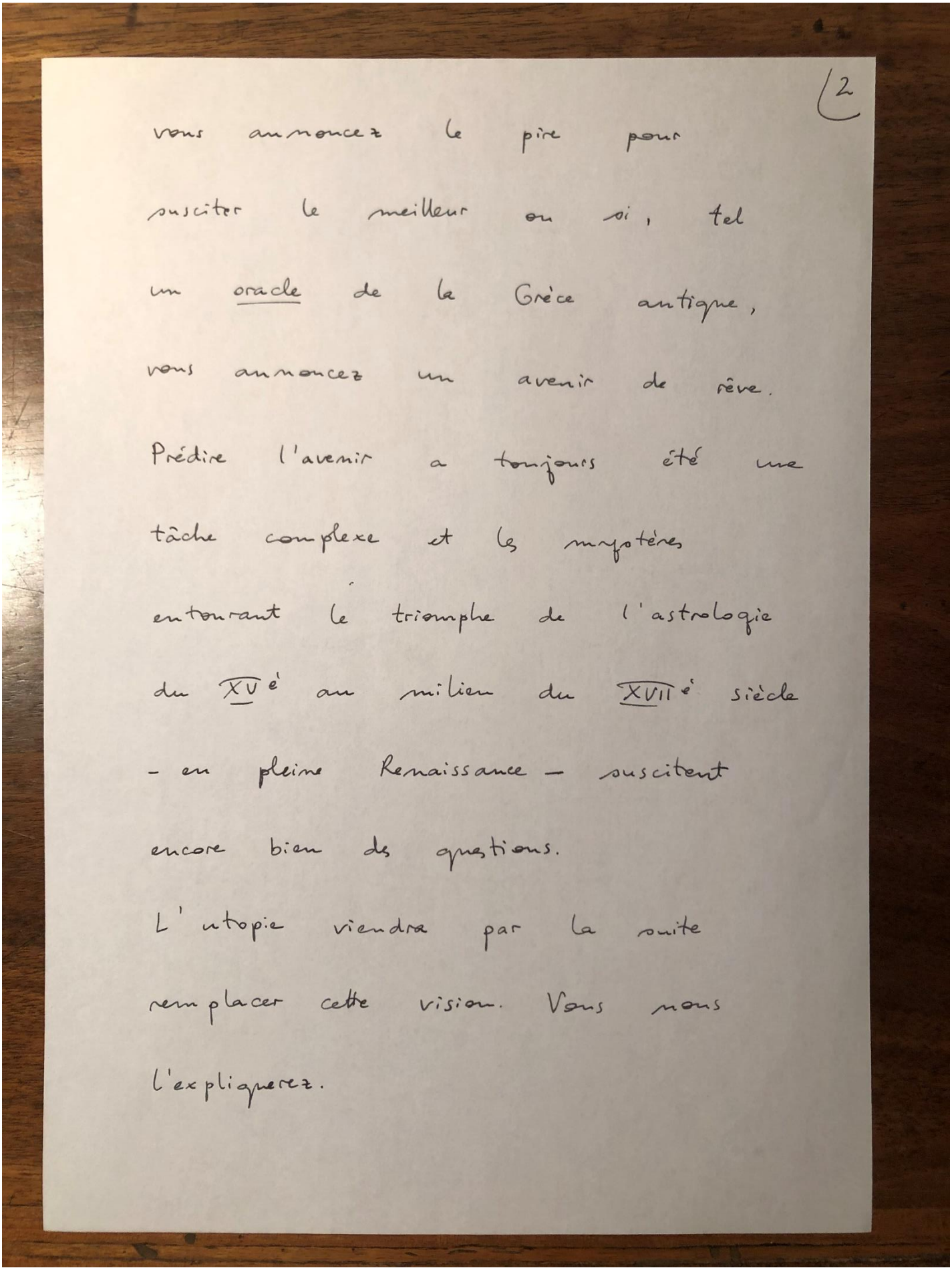
nous recevons une sorte de

prophète, un amateur averti de

prospective.

Vous nous expliquerez sûrement

si tels Esaïe, Jérémie ou Ezéquiel,

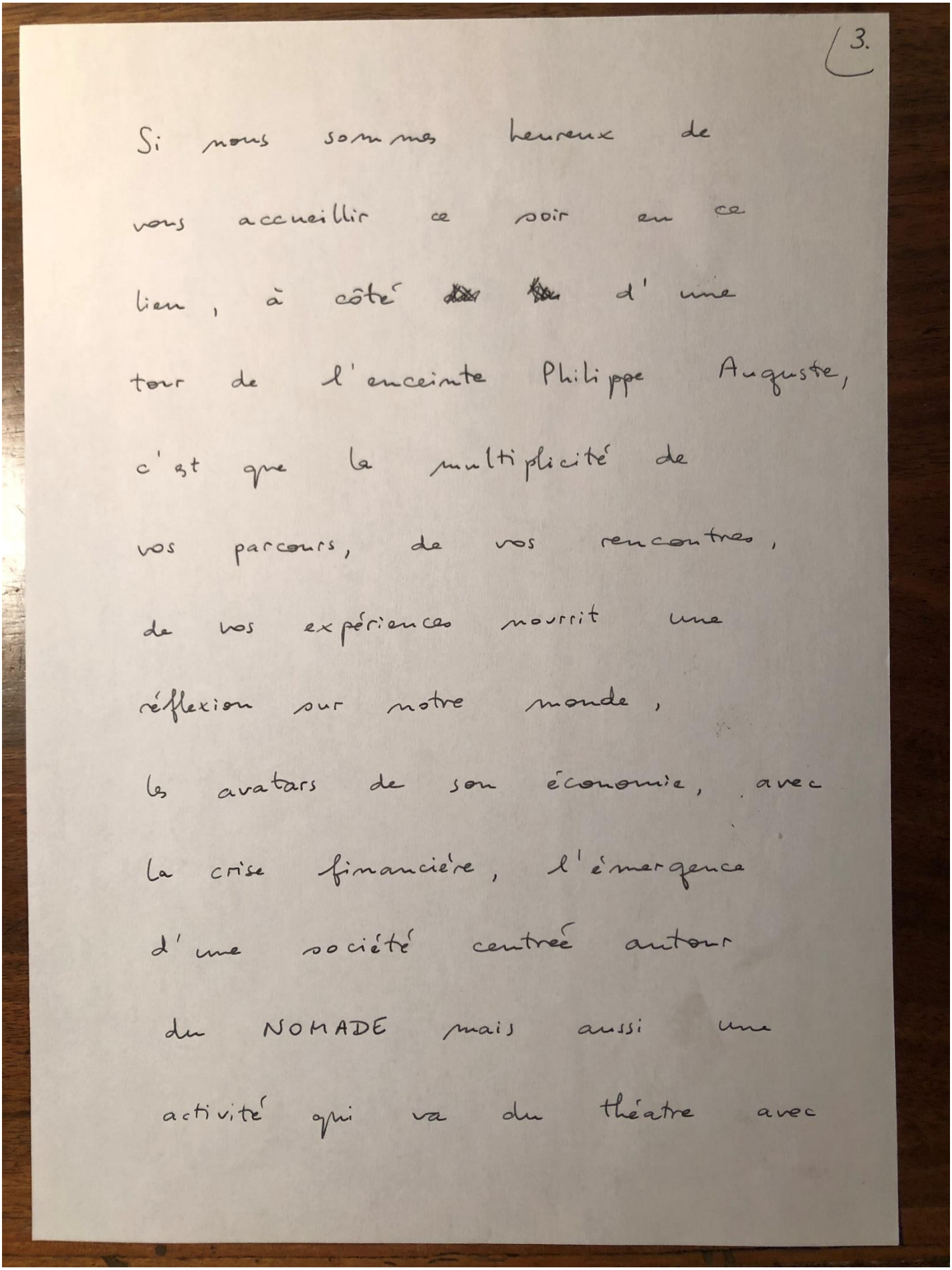


(2

vous annoncez le pire pour susciter le meilleur ou si, tel un oracle de la Grèce antique, vous annoncez un avenir de rêve.

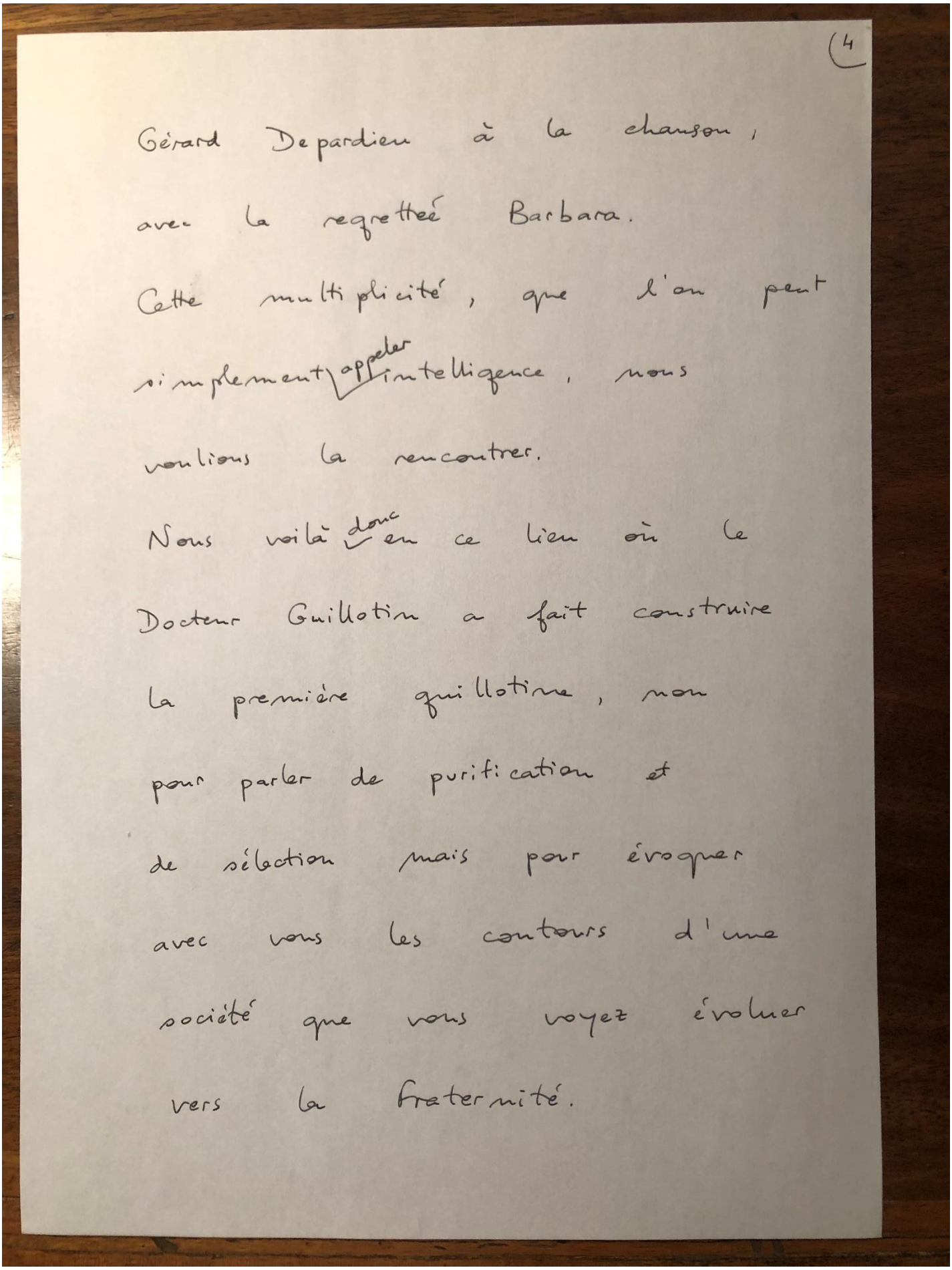
Prédire l'avenir a toujours été une tâche complexe et les mystères entourant le triomphe de l'astrologie du XVe au milieu du XVIIe siècle - en pleine Renaissance - suscitent encore bien des questions.

L'utopie viendra par la suite remplacer cette vision. Vous nous l'expliquerez.



3.

Si nous sommes heureux de vous accueillir ce soir en ce lieu, à côté d'une tour de l'enceinte Philippe Auguste, c'est que la multiplicité de vos parcours, de vos rencontres, de vos expériences nourrit une réflexion sur notre monde, les avatars de son économie, avec la crise financière, l'émergence d'une société centrée autour du NOMADE mais aussi une activité qui va du théâtre avec



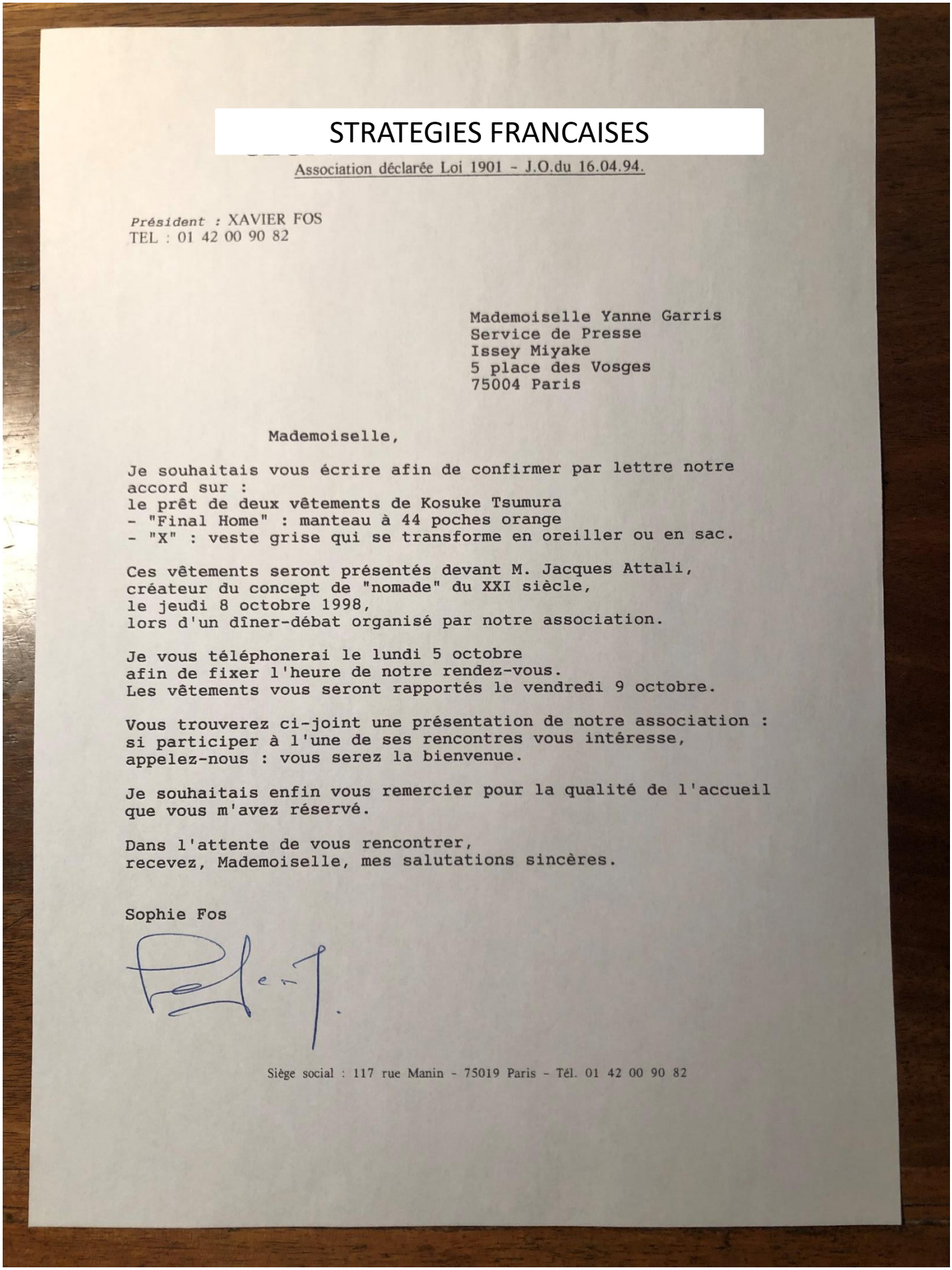
(4

Gérard Depardieu à la chanson,
avec la regrettée Barbara.
Cette multiplicité, que l'on peut
simplement appeler intelligence, nous
voulions la rencontrer.
Nous voilà donc en ce lieu où le
Docteur Guillotin a fait construire
la première guillotine, non
pour parler de purification et
de sélection mais pour évoquer
avec vous les contours d'une
société que vous voyez évoluer
vers la fraternité.

STRATEGIES FRANCAISES

Club de réflexion

CORRESPONDANCE FINAL HOME



STRATEGIES FRANCAISES

Association déclarée Loi 1901 - J.O.du 16.04.94.

Président : XAVIER FOS
TEL : 01 42 00 90 82

Mademoiselle Yanne Garris
Service de Presse
Issey Miyake
5 place des Vosges
75004 Paris

Mademoiselle,

Je souhaitais vous écrire afin de confirmer par lettre notre accord sur :
le prêt de deux vêtements de Kosuke Tsumura
- "Final Home" : manteau à 44 poches orange
- "X" : veste grise qui se transforme en oreiller ou en sac.

Ces vêtements seront présentés devant M. Jacques Attali,
créateur du concept de "nomade" du XXI siècle,
le jeudi 8 octobre 1998,
lors d'un dîner-débat organisé par notre association.

Je vous téléphonerai le lundi 5 octobre
afin de fixer l'heure de notre rendez-vous.
Les vêtements vous seront rapportés le vendredi 9 octobre.

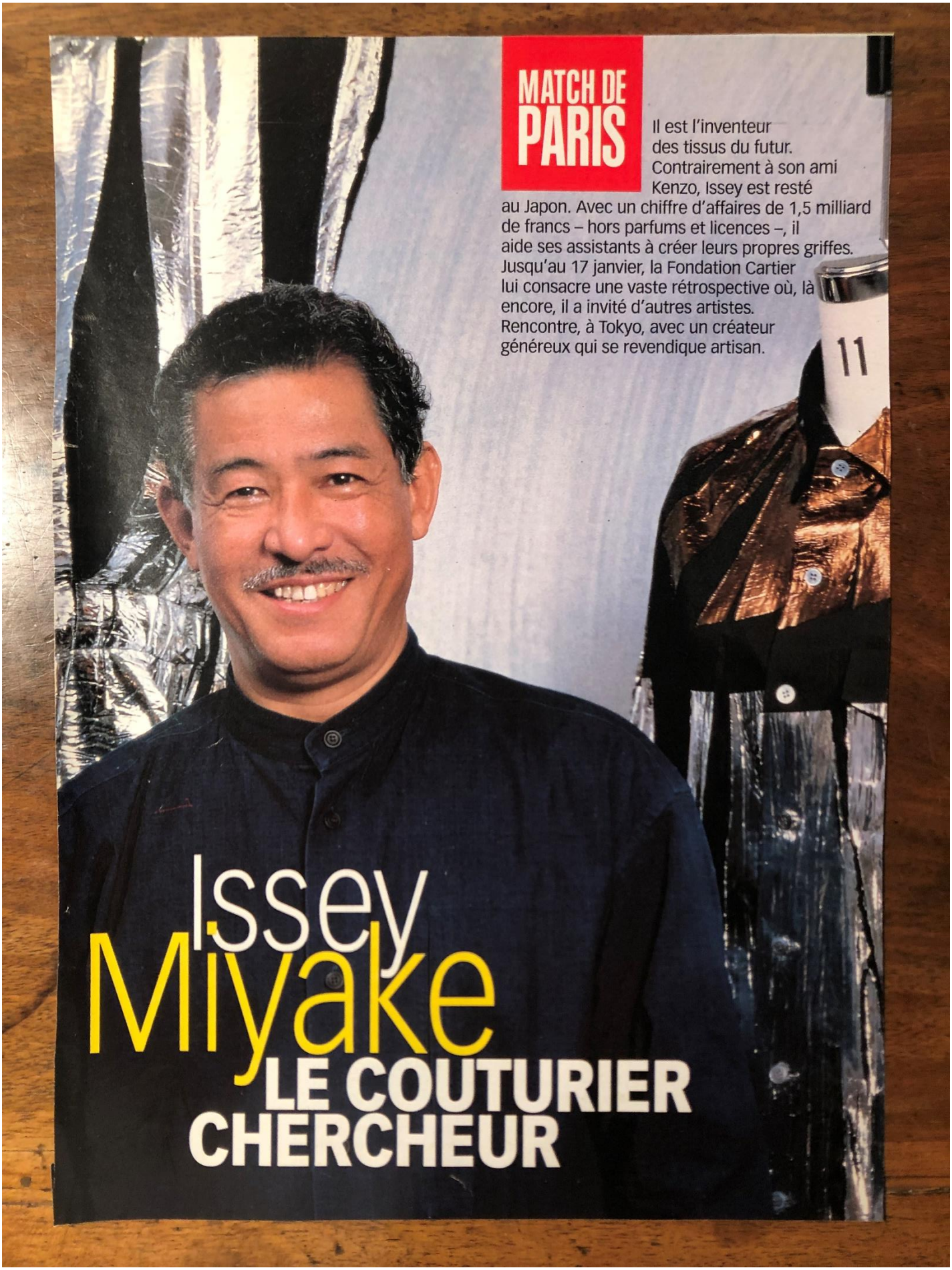
Vous trouverez ci-joint une présentation de notre association :
si participer à l'une de ses rencontres vous intéresse,
appelez-nous : vous serez la bienvenue.

Je souhaitais enfin vous remercier pour la qualité de l'accueil
que vous m'avez réservé.

Dans l'attente de vous rencontrer,
recevez, Mademoiselle, mes salutations sincères.

Sophie Fos

Siège social : 117 rue Manin - 75019 Paris - Tél. 01 42 00 90 82



MATCH DE PARIS

Il est l'inventeur des tissus du futur. Contrairement à son ami Kenzo, Issey est resté au Japon. Avec un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs – hors parfums et licences –, il aide ses assistants à créer leurs propres griffes. Jusqu'au 17 janvier, la Fondation Cartier lui consacre une vaste rétrospective où, là encore, il a invité d'autres artistes. Rencontre, à Tokyo, avec un créateur généreux qui se revendique artisan.

Issey Miyake

LE COUTURIER CHERCHEUR

MATCH DE PARIS

MIYAKE "L'élégance? C'est Une femme qui porte des vêtements

Depuis plus de trente ans, avec Kenzo, Yamamoto et Rei Kawakubo, il fait partie des seigneurs de la création japonaise. Sa collection Pleats Please, infroissable-indémodable, est le tailleur Chanel des «fashion people». Sa spécialité : inventer le vêtement des années 2000 avec des trouvailles textiles ahurissantes. Par exemple, dans la splendide exposition de la Fondation Cartier, il déroule un gigantesque tuyau en jersey, tricoté puis découpé en robes par ordinateur. Dans une autre salle, il recycle des vêtements en leur plaquant des bandes d'alu qui les redessinent... Formé à l'élégance chez Laroche et Givenchy dans les années 65 à 70, puis adopté par New York, ce Japonais rieur, en permanente ébullition, a besoin de l'artisanat nippon, de la patience et de la ténacité de son île natale pour mener à bien ses recherches. Il élabore de nouvelles fibres indéformables, triture les plissés et explore les superpositions de couleurs. De l'Amérique à l'Europe, ses créations ont donné lieu à une vingtaine d'ouvrages et une dizaine d'expositions. Il a réussi un double pari : habiller en volume et non en portemanteau, étonner sans jamais dévier de sa ligne esthétique.

– Pourquoi avoir choisi ce titre, "Making Things", "Faire des choses", pour votre exposition ?
– Pour donner une idée d'artisanat, d'une intimité entre le créateur et son travail, du contact à garder coûte que coûte avec la matière, la rue, l'atelier...
– L'aviez-vous perdu ? En vingt-cinq ans, vous êtes devenu une énorme compagnie qui emploie 950 personnes réparties entre Tokyo, Londres, Paris, New York et produit quatre griffes en plus de la vôtre !
– Peut-être... Et je suis fatigué. Je veux revenir à une cellule de travail restreinte, pour donner plus de mon temps à la recherche textile et moins à la gestion. Je suis en train de diviser ma maison en filiales autonomes, afin de me libérer du stress et de la lourdeur tentaculaire de ma société.
– Y a-t-il en France des créateurs qui vous inspirent ?
– J'aime ceux qui n'oublient pas leurs clients, même les pas très beaux ou les plus très jeunes. J'adore le style de Jean-Paul Gaultier. Sa dernière collection, en juillet dernier, a gagné un pari : faire entrer la haute couture dans la modernité.
– N'êtes-vous pas tenté vous-même par une collection haute couture ?
– Non. Ce serait beaucoup trop cher. Et je n'ai pas envie de créer pour des happy few. Habiller les riches ne m'intéresse pas. J'ai déjà toutes les peines du monde à comprimer mes prix. A cause de l'exportation, ils sont multipliés par 2,5 en Europe !
– Comment créez-vous ? A partir d'une idée, d'une couleur, d'une forme...?
– Mon équipe et moi passons la majeure partie de notre temps et de notre énergie à essayer de fabriquer ce qui n'a jamais été réalisé auparavant, ce qui appartient à un monde, à une époque futurs. C'est ce que j'entends par "créer". Nous nous efforçons toujours d'imaginer des vêtements qui répondent aux besoins. Nous recherchons de nouveaux tissus, explorons de nouvelles techniques. Par exemple, des robes rétrécies chimiquement qui s'entretiennent comme un torchon, ou des enductions d'alu sur les imprs ou notre dernière trouvaille : un tuyau tricoté dans lequel l'ordinateur taille les robes sans patron. Ou encore des vêtements mille-feuilles à tissu recyclé pour utiliser les chutes. Il nous faut de trois mois à dix ans pour mettre au point une matière. Par exemple, les tenues en plissé Fortuny de la ligne Pleats Please nous ont pris quatre ans.
– Quelle image féminine avez-vous dans la tête ?
– Je ne crée pas des vêtements basés sur des fantasmes. Seules les vraies femmes m'intéressent. Dans ma tête, elles ne sont pas des abstractions. Pour moi, par exemple, une femme qui porte des vêtements difficiles à entretenir n'est pas une femme de son temps. Ce qui ne m'empêche pas d'aimer celles qui relèvent un défi. J'adore, par exemple, voir l'architecte Charlotte Perriand porter, à 90 ans, mon manteau vert pomme !
– Quelles différences voyez-vous entre la femme japonaise et la femme française ?
– Il est clair qu'elles s'expriment et s'habillent différemment. Je suis très inspiré par le style des Françaises.

Miyake et sa collection d'hiver 97-98 aux couleurs imprimées-collées par un procédé chimique maison. Ci-contre, un ancien imper recyclé mode grâce aux applications d'alu.

aussi la générosité et la simplicité. difficiles à entretenir n'est pas de son temps"

UN ENTRETIEN AVEC GISELE GALANTE ET CATHERINE SCHWAAB

Cela dit, je me rends compte qu'avec la mondialisation les différences nationales sont gommées au profit des individus.

– "L'élégance française" existe-t-elle ?

– Un grand nombre de mes amies françaises la représentent bien. Je pense à Maïmé Arnodin, qui lança, il y a quarante ans, le prêt-à-porter pas cher chez Monoprix. La définition de l'élégance change avec le temps. Je dirais que c'est réduire, diminuer pour arriver à l'essentiel, à ce qui compte vraiment au bon moment. Cela dit, la générosité et la simplicité font partie de l'élégance et elles sont immuables. Enfin, je dirais qu'être élégante, c'est être bien dans sa peau.

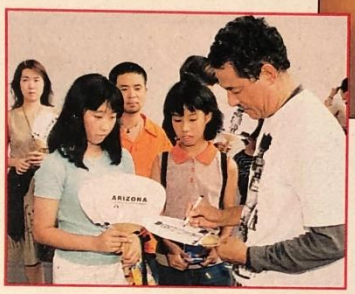
– Quelle est votre définition du mot "sexy" ?

– L'adjectif "sexy" ne s'applique pas aux choses mais aux êtres. La sexualité n'est donc pas dans le vêtement, elle est dans la personne. Etre sexy, c'est être en accord avec soi-même.

– Que pensez-vous de la déferlante des Calvin Klein, Ralph Lauren, Prada, Gucci...?

– Ce sont des "marketing brands", du business élaboré pour un marché. Les auteurs ne sont pas "créateurs" mais "stylistes". J'apprécie le réalisme des Américains. Mais je continue de penser qu'il n'y a qu'à Paris qu'on trouve de vrais critiques ayant l'œil pour juger une collection. Toutefois, je trouve que les créateurs français donnent trop libre cours à leur fantaisie. C'est le syndrome haute couture de la Ville lumière. Pas très adapté aux années futures, ni au marché ! L'idée "artistique" dans la mode est une démarche égoïste.

A la Fondation Cartier, sur deux étages, ses recherches textiles sont expliquées de façon pédagogique. Ici, le gros rouleau de tissu tricoté, taillé et découpé par un ordinateur programmé pour sortir des robes aux mesures des clientes. La préfiguration des ateliers de demain ?



En 1997, lors de son exposition au Japon au musée de Marugame, il dédicaçait les invitations comme une star. A dr., un modèle Pleats Please de la dernière collection photographié pour « Elle » par Oliviero Toscani. Plusieurs artistes furent invités à imaginer une œuvre à imprimer sur le tissu.

– Pourquoi Bernard Arnault a-t-il alors choisi des artistes comme Galliano et McQueen pour ses sociétés Dior et Givenchy ?

– Parce qu'il est un bon "marketing man". Ces deux griffes vieillissaient, enlisées dans leurs conventions et leur sérieux. Il a eu toute la presse pour célébrer le rajeunissement, mais je me demande maintenant s'il va pouvoir bâtir le long terme avec ces deux "délirants". Etre photographié partout, c'est bien, mais ça ne suffit pas pour créer un patrimoine neuf.

– Comment décririez-vous vos rapports avec vos collaborateurs ?

– Ils tiennent en deux mots : silence et communication. "A-Un", disent les bouddhistes. Nous partageons nos connaissances. Je leur transmets mon expérience et mon inspiration. Eux sont jeunes, ils m'apportent leur énergie et leurs idées nouvelles. Je tiens à ce qu'ils aient des sujets de curiosité différents des miens et qu'ils affirment leurs opinions.

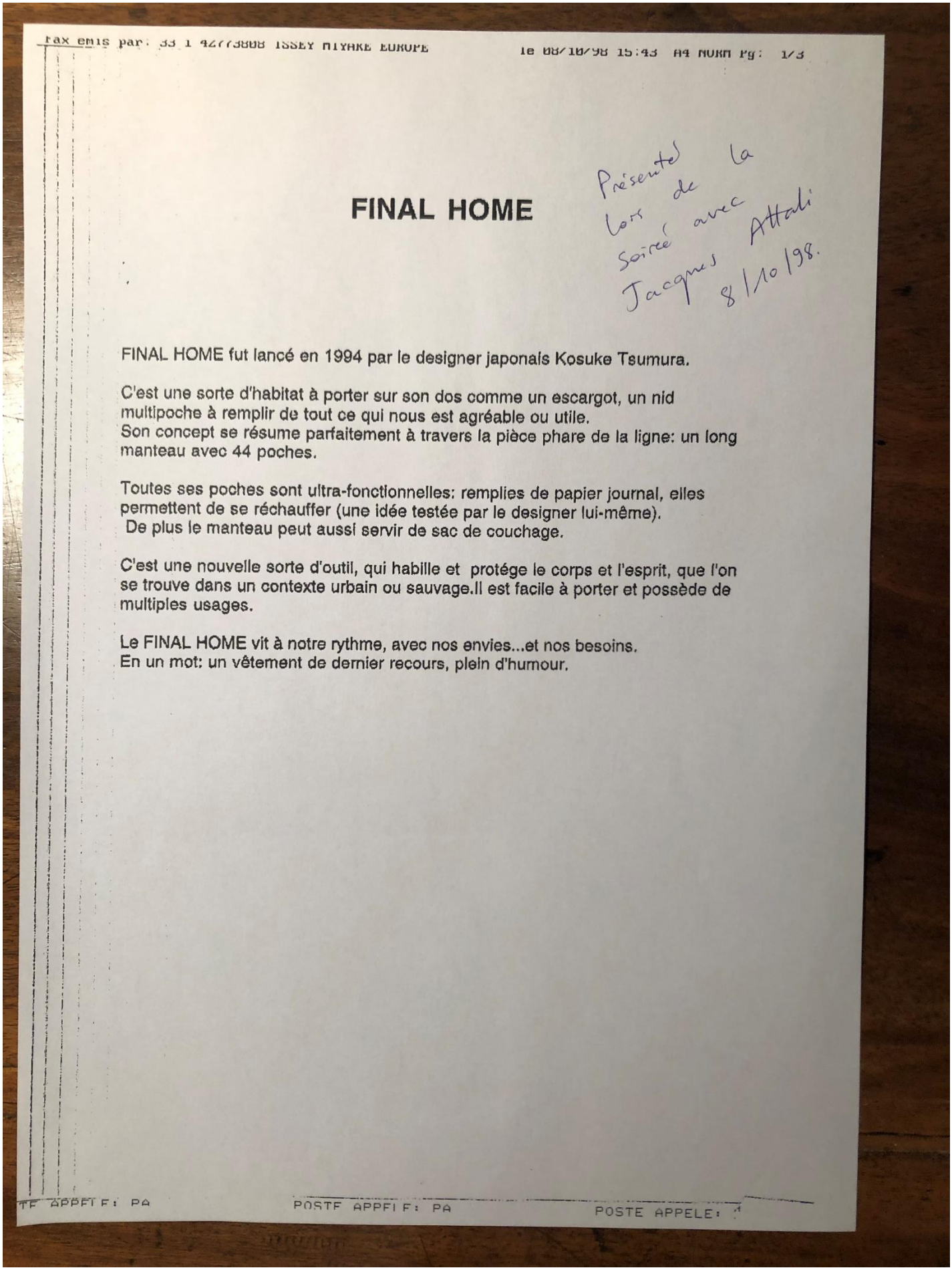
– Au Japon, on n'aime guère contredire les anciens...

– "Je ne suis pas d'accord avec vous !" Combien de fois ai-je entendu cette phrase lorsque je suis arrivé pour la première fois en France en 1965 ! Entendre les gens exprimer des opinions différentes fut pour moi, Japonais, une expérience merveilleuse.

– Pourriez-vous vivre à Paris ?

– Mais j'y ai vécu et pendant les années les plus chaudes ! J'étais stagiaire chez Guy Laroche, puis dans la rue, en Mai 1968, puis j'ai appris les bases de l'élégance chez Givenchy. Ensuite, j'ai passé un an à New York en plein mouvement hippie. Je travaillais chez Geoffrey Beene, le spécialiste du glamour ! Je sortais tous les soirs. Finalement, épuisé par cette fête permanente, je suis tombé malade. Je suis donc rentré me refaire une santé à Tokyo. On était en 1970. J'ai eu l'impression que le Japon m'avait attendu pour faire sa libération. Alors je suis resté. ■

5



fax emis par: 33 1 42773808 ISSEY MIYAKE EUROPE le 08/10/98 15:43 A4 MOKM Pg: 1/3

FINAL HOME

Présenté la lors de Soirée avec Jacques Attali 8/10/98.

FINAL HOME fut lancé en 1994 par le designer japonais Kosuke Tsumura.

C'est une sorte d'habitat à porter sur son dos comme un escargot, un nid multipoche à remplir de tout ce qui nous est agréable ou utile.
Son concept se résume parfaitement à travers la pièce phare de la ligne: un long manteau avec 44 poches.

Toutes ses poches sont ultra-fonctionnelles: remplies de papier journal, elles permettent de se réchauffer (une idée testée par le designer lui-même).
De plus le manteau peut aussi servir de sac de couchage.

C'est une nouvelle sorte d'outil, qui habille et protége le corps et l'esprit, que l'on se trouve dans un contexte urbain ou sauvage.Il est facile à porter et possède de multiples usages.

Le FINAL HOME vit à notre rythme, avec nos envies...et nos besoins.
En un mot: un vêtement de dernier recours, plein d'humour.

TE APPELE: PA POSTE APPELE: PA POSTE APPELE:

Fax emis par: 33 1 42773808 ISSEY MIYAKE EUROPE le 08/10/98 15:43 A4 NORM Pg: 4/5

FINAL HOME

Concept:

Le concept se résume parfaitement à travers la pièce phare de la collection: un long coupe-vent avec 44 poches (28 pour la version courte).

Une sorte d'habitat à porter sur son dos comme un escargot, un nid multipoche a remplir de tout ce qui nous est agréable ou utile.

C'est une nouvelle forme d'outil, qui habille et protège le corps comme l'esprit, que l'on se trouve dans un contexte urbain ou sauvage. Il est facile à porter et possède de multiples usages.

En un mot: un vêtement de dernier recours, plein d'humour.

L'histoire:

FINAL HOME fut lancé en 1994 par le designer japonais Kosuke Tsumura.

La ligne se compose d'un certain nombre de "basics" plus d'autres pièces qui varient au fil des saisons.
Les basiques :
- Le coupe vent multipoche (44 version longue)
  (28 version courte)
- Le pantalon assorti
- Un certain nombre d'accessoires: moufles, sacs, nounours et paddings pour mettre dans les poches et transformer le coupe-vent en doudoune.

3 coloris suivis pour ces pièces: noir, kaki, orange.

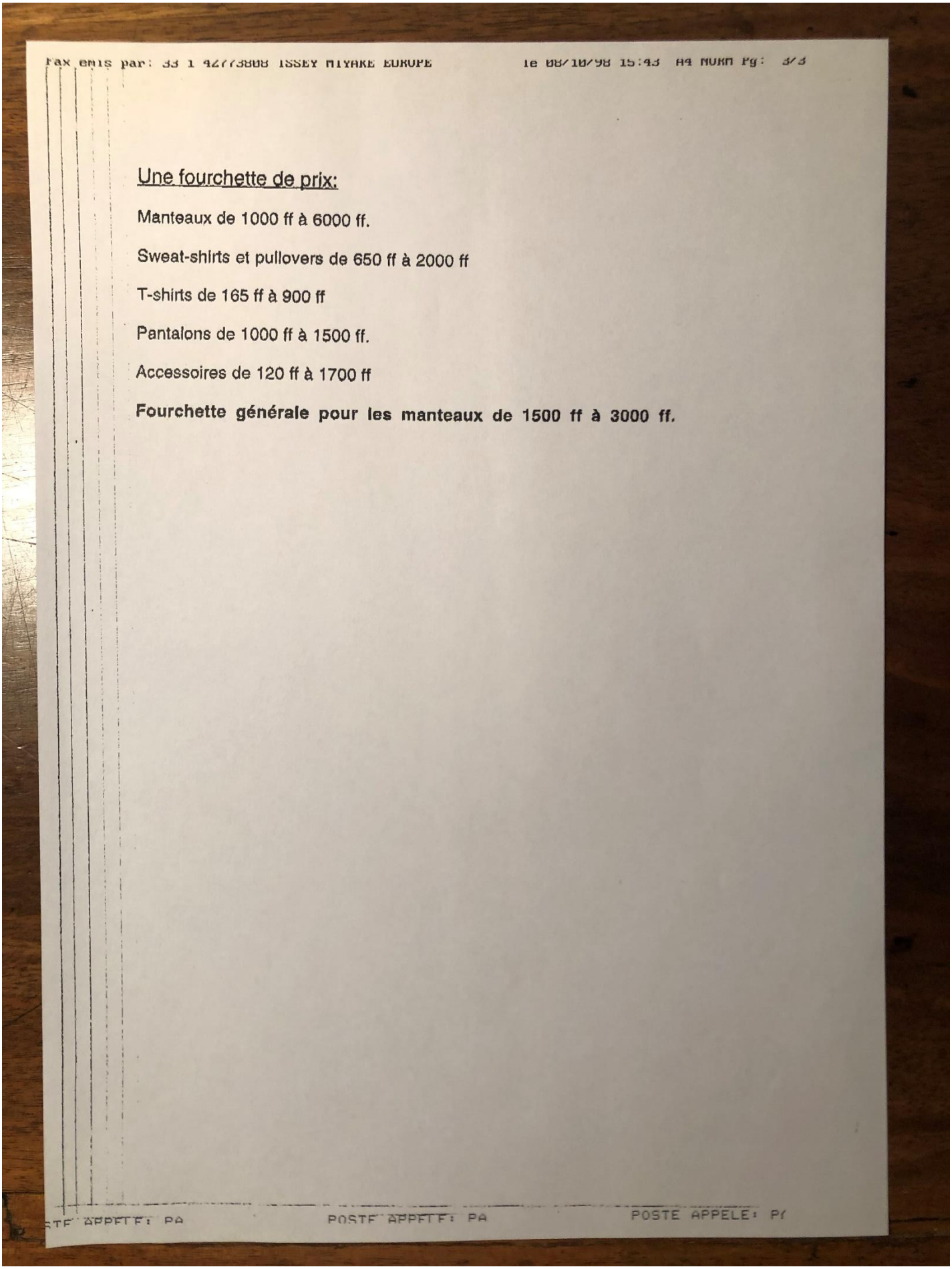
Les couleurs:

Les couleurs de base: orange, marine, kaki, noir, gris, blanc.
D'autres couleurs s'ajouteront suivant les collections, mais toujours dans les tons de terre, de bleu, de vert et de rouge.

Le style:

Une ligne unisexe et sportswear.
Des vêtements confortables, amples et faciles à enfiler.
Les pièces qui composent la collection sont: manteaux, vestes, pantalons, sweat-shirts, T-shirts et pullovers.

STE APPELE: PA POSTE APPELE: PA POSTE APPELE: ?



Fax emis par: 33 1 42773808 ISSEY MIYAKE EUROPE le 08/10/98 15:43 A4 MOKM Pg: 3/3

Une fourchette de prix:

Manteaux de 1000 ff à 6000 ff.

Sweat-shirts et pullovers de 650 ff à 2000 ff

T-shirts de 165 ff à 900 ff

Pantalons de 1000 ff à 1500 ff.

Accessoires de 120 ff à 1700 ff

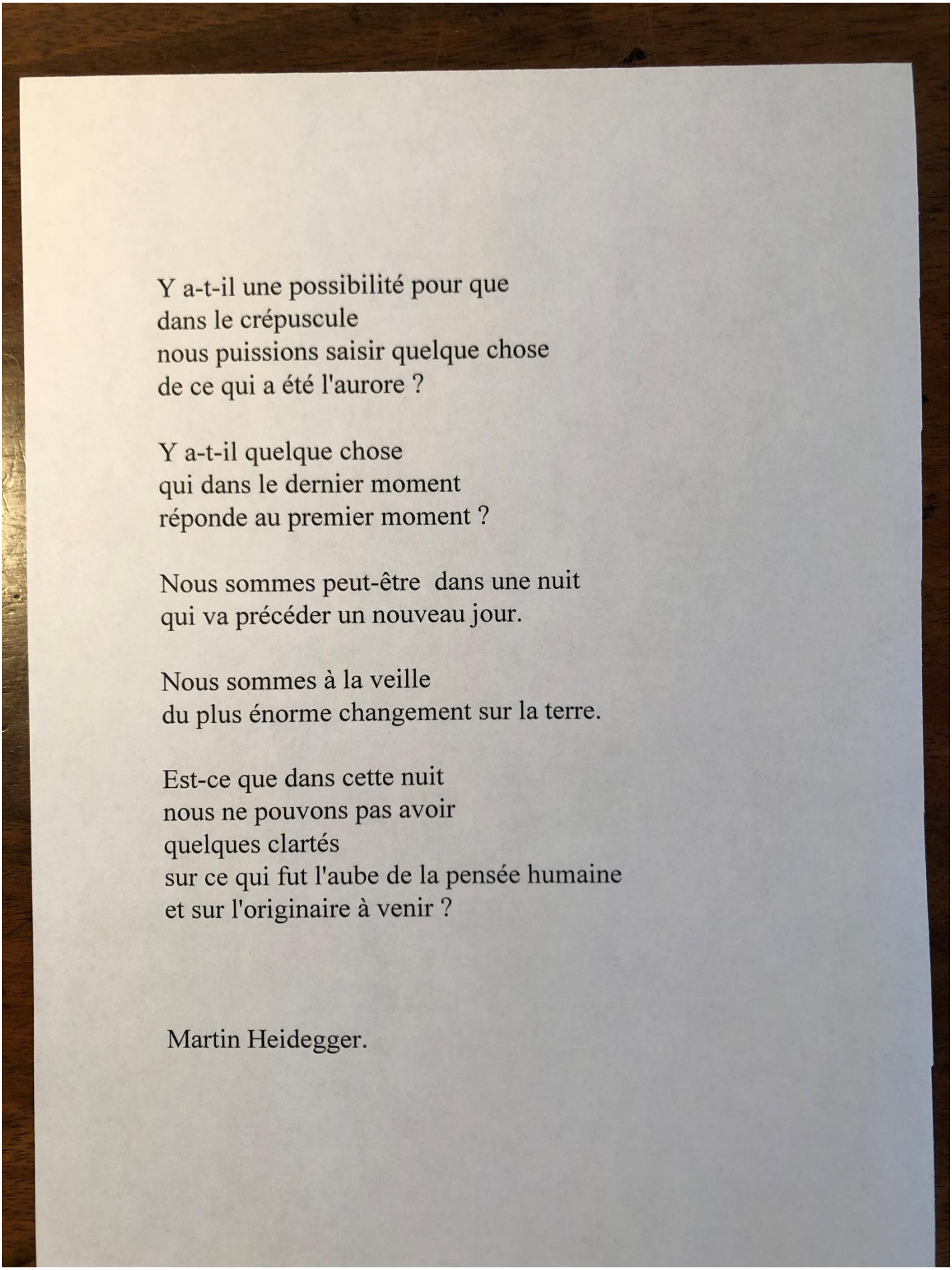
Fourchette générale pour les manteaux de 1500 ff à 3000 ff.

STE APPETE: PA POSTE APPETE: PA POSTE APPELE: P/

STRATEGIES FRANCAISES

Club de réflexion

LECTURE



Y a-t-il une possibilité pour que
dans le crépuscule
nous puissions saisir quelque chose
de ce qui a été l'aurore ?

Y a-t-il quelque chose
qui dans le dernier moment
réponde au premier moment ?

Nous sommes peut-être dans une nuit
qui va précéder un nouveau jour.

Nous sommes à la veille
du plus énorme changement sur la terre.

Est-ce que dans cette nuit
nous ne pouvons pas avoir
quelques clartés
sur ce qui fut l'aube de la pensée humaine
et sur l'originaire à venir ?

Martin Heidegger.